

le monde
libertaire

hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérent de l'Internationale des fédérations anarchistes

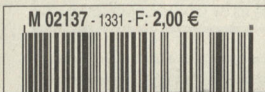
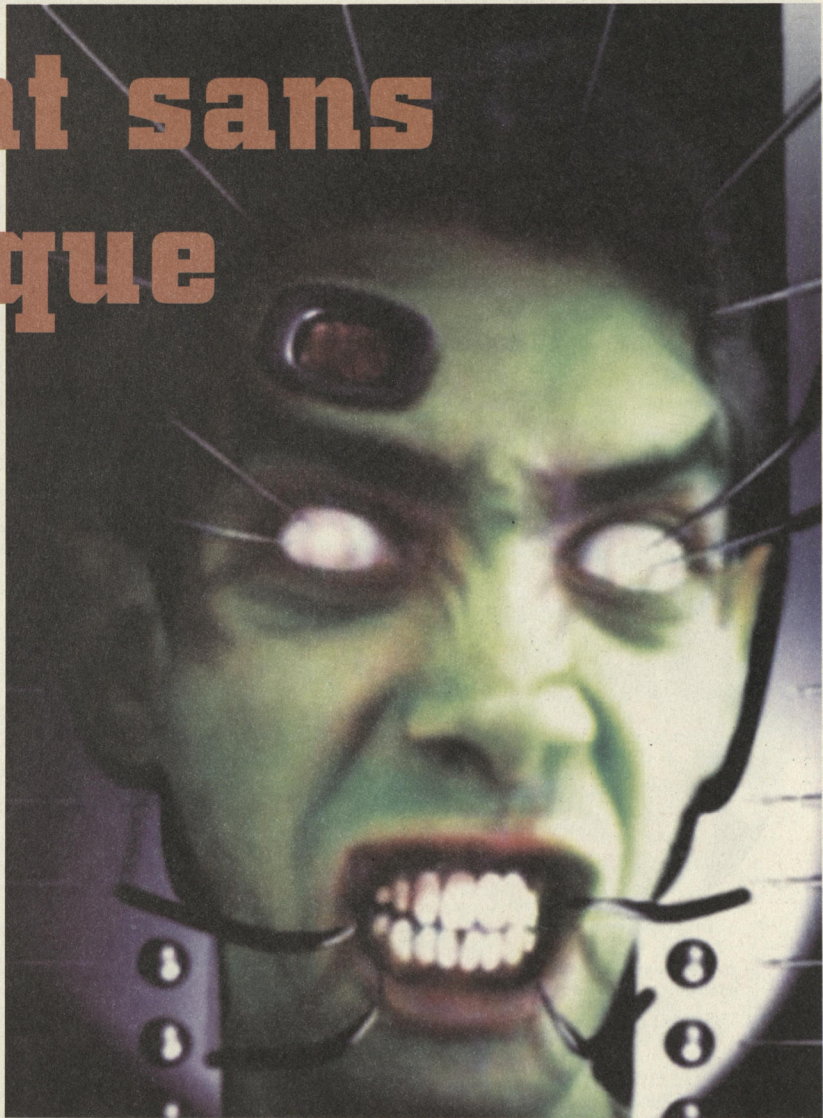
le monde
libertaire

L'État sans masque

L'import-export de
l'expérience policière:
des hommes aux
services des autres

Le mensonge est
l'instrument
indispensable du
pouvoir, Bush le prouve

Les rencontres
libertaires du
mystérieux et
paradoxal Simenon



FOP 2520

2€
0026-9433

« J'ai ce qu'il faut dans ma boutique,
sans le tonnerre et les éclairs,
pour bien purger toute la clique
des affameurs de l'Univers. »

le père Lapurge

hebdo n° 1331
du 9 au 15 octobre 2003

Sommaire



Kuma san livre ses impressions du **off de Merlieux**, page 4

L'**Éducation**, pourquoi et comment? Débat dans les Charentes, page 4

L'**Autruche** très acide avec la bêtise médiatique, par F. Ladrissé, page 5

La **Secsoc'** dépouillée par le patronat, par M. Sahuc, page 5

L'**extrême droite** et la logique électorale, par P. Schindler, page 7

Le mensonge, outil de propagande **bushiste**, par C. Guillon, page 8

Luttes des classes: pas morte! par V. M. Marin, page 10

Simenon et ses rapports avec l'anarchisme, par A. Sulfide, page 11

R. Dadoun ravive la **canicule** estivale, page 16

La prostitution coloniale, un ouvrage de Chistelle Taraud, par C. Passevant, page 17

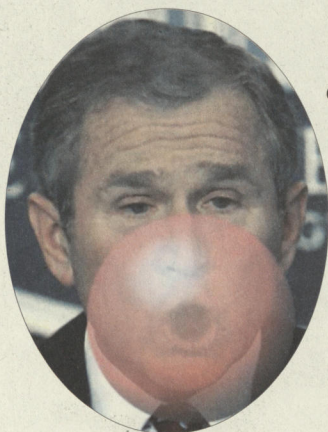
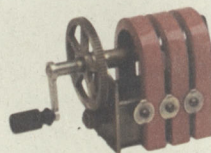
La rubrique **En vrac** des trucs et des machins d'A. Sulfide, page 18

Informations sur les **anars argentins**, page 19

Agenda et Radio libertaire, page 22

Vie du mouvement, page 23

Chronique de la toile: Quoi d'neuf sur le ouèbeuh, par L'Araignée, page 23



Directeur de publication: Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 1 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - EDRB
Diffusion NMPP

Le Monde libertaire est imprimé
sur papier recyclé.

Photos et illustrations de ce numéro:
droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (* DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 n ^{os}	○ 20 €	○ 32 €	○ 27 €
6 mois 25 n ^{os}	○ 38 €	○ 61 €	○ 46 €
1 an 45 n ^{os}	○ 61 €	○ 99 €	○ 77 €
Abonnement de soutien	○ 76 €		

* pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Chèque bancaire Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tel: 01 48 05 34 08 - Fax: 01 49 29 98 59

2 abonnez-vous !

Le Monde libertaire du 9 au 15 octobre 2003



LA GUERRE en Irak n'est toujours pas finie mais l'après-guerre est bien commencée dans le reste du monde. Il faut généralement des années, voire des dizaines d'années avant qu'on ait des révélations sur la réalité d'un événement comme un conflit important. Les armes de destruction massive n'ont pas été trouvées, et ce n'est pas une surprise. Quand on veut noyer son chien, on dit qu'il a la rage. Mais voilà que déjà apparaissent des « révélations » : tel rapport a été gonflé, tel personnalité ferait partie de la CIA...

L'affaire Kelly en Grande-Bretagne a montré qu'effectivement les preuves qui justifiaient prétendument une nécessaire prise de pouvoir en Irak étaient fausses ou sciemment exagérées. On s'est scandalisé... et très vite on a critiqué ces journalistes coupables d'avoir révélé l'affaire. Ils auraient commis des erreurs et des approximations. Kelly, dont on peut dire qu'il s'est montré honnête, est mort. Un chargé de communication du premier ministre a dû jouer les fusibles et démissionner, et il sera, paraît-il, suivi par d'autres personnalités. Du coup, on a fait passé au second plan les erreurs et approximations du fameux rapport accablant sur l'armement de l'Irak.

Cette affaire a maintenant sa variante américaine. C'est un ancien diplomate qui, chargé en février 2002 de vérifier l'achat d'uranium par l'Irak au Niger, a rapporté que c'était selon lui invraisemblable. Voilà qui démontre une fois de plus qu'on nous a menti sur les intentions de Saddam Hussein.

Oui, mais un journaliste révèle le nom de l'agent de la CIA qui chargé le diplomate de cette mission. Et là, bingo ! Il est interdit par la loi de révéler l'identité d'un agent de la CIA. Du coup, gros scandale... Et gros détournement de l'attention aussi ! On parlait d'un mensonge d'État, et on entend plus parler que de forfaiture de journalistes.

Plusieurs dizaines de soldats américains et britanniques morts en Irak. Des dizaines de milliers – on ne saura probablement jamais le nombre exact – de victimes civiles irakiennes. Les États-Unis contrôlent le pétrole. Une histoire qui commençait comme un diction franchouillard et qui s'achève (provisoirement) comme un proverbe chinois : quand le sage désigne la lune, les imbéciles regardent le doigt. Le proverbe ne dit pas qu'il arrive à certains de faire exprès d'être cons...

Des Aurès à la Pampa

Oliv

SARKOZY peut dormir tranquille : même s'il n'arrive pas à devenir président de la république, son avenir est assuré. Tant de compétences à opprimer le pauvre, l'immigré et le contestataire ne resteront pas longtemps ignorées.

Tolérance zéro de New York à Mexico

Rudolph W. Giuliani est l'ancien maire de New York. Maire « héroïque », selon les médias, patriote lors de la chute des tours jumelles, il était auparavant connu pour son plan anticriminalité : la tolérance zéro. Soit, harceler, écraser et incarcérer tout ce qui est noir, hispanique, toxicomane et pauvre. Ce qui, maintenant, se passe chez nous avec Sarkozy (remplacez « noir » et « hispanique » par « noir » et « tout ce qui est basané »). Vous pouvez ajouter intermittent du spectacle, militant, voyageur sans ticket, Rom, etc., la liste s'allonge de jour en jour.

Ce « W » new-yorkais n'est plus maire, n'ayant pu se présenter une nouvelle fois (enfin, devant ceux qui ne sont pas en prison) car ayant dépassé la limite des deux mandats successifs imposée par la loi. Mais ce sinistre personnage ne chôme pas pour autant. Gageons qu'il avait des dollars suffisamment nombreux dans ses poches pour se la couler douce sans plus nuire à quiconque. Mais, des

gens comme ce « justicier de New-York », ça veut pas rester à rien faire. Ça veut toujours être « utile » à la communauté, ça tient à « faire don de sa personne », ça a toujours du pain sur la planche, ça a de l'énergie à revendre. Ça propose ses services, ça fait jouer ses relations, circuler son CV et, fatalement, ça trouve un nouveau job, c'est-à-dire nuire de nouveau à une population qui s'en passerait bien. Ces gens-là n'ont pas peur de voyager, d'exporter leur savoir-faire. Bref, M. Giuliani s'est retrouvé conseiller à la sécurité de Mexico. La tolérance zéro s'abat sur la ville. Zapata, reviens !

De New York (encore !) à Bagdad

Bernard B. Kerik. vient aussi de New York. Il en était le chef de la police, autrement dit, sbire-en-chef de Giuliani. Cet homme voit grand, il s'est trouvé un destin international. Après avoir bossé pour le « W » new-yorkais, il est passé au service du « W » texan, celui qui se prend pour Potus (Président Of The United States), qui triche aux élections grâce à son frère gouverneur de Floride et à son papa ex-président. Quant à Kerik, il vient de finir un stage de quatre mois à Bagdad en tant que conseiller spécial de la future police « démocratique » du nouvel Irak. Les Irakiennes et les Irakiens apprécieront. De toute façon, on ne

suite page 4

Chers lecteur, chère lectrice,

COMME vous l'avez lu dans les précédents numéros de votre journal, le Forum social libertaire (de 11 au 16 novembre) et le Salon du livre anarchiste (15 et 16 novembre) se tiendront à Saint-Ouen en parallèle du Forum social européen.

Notre démarche militante nous a amenés à privilégier un accès libre et gratuit à tous les débats et à toutes les initiatives proposés.

Le FSE quant-à lui bénéficiera à hauteur de plus de cinq millions d'euros de subventions gracieusement octroyées par l'État, la Région et les collectivités locales (Mairies de Saint-Denis, Ivry, etc.).

Conformément à nos principes, nous financerons le FSL-SLA intégralement sur nos fonds propres sans publicité ni subvention.

Cependant, comme vous pouvez l'imaginer, l'effort financier reste considérable, aussi nous en appelons à votre solidarité. Vous pouvez participer à la souscription ouverte pour partager les frais. Envoyer vos chèques à l'ordre de « Publico FSL-SLA », à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Merci de votre soutien !

Brun l'ours et Ysengrin

ANARCHIE : une idée qui longtemps pour moi a symbolisé l'espoir, la lutte, les combats perdus, la réaction face à l'injustice, le refus de la domination et la révolte contre une société où la seule motivation valable reste le fric.

Pourtant, aujourd'hui, pour moi, les premières images qu'évoque ce mot sont la convivialité, la joie, la rencontre de gens m'ayant enrichi de leurs expériences, de leurs souvenirs ou de leurs réflexions, le partage d'idées ou de bons moments et... ce sentiment de liberté.

« Quelle vision romantique tu te fais ! », me dira-t-on. C'est un peu vrai et surprenant venant d'un ours comme moi ; mais, pour expliquer mon état d'esprit, il faut que je vous dise que nous sommes au lendemain du Village du livre off de Merlieux.

Plus qu'une fête du livre, cet événement m'a fait redécouvrir le sourire que je pouvais avoir lors du Vaaag ou lors d'autres expériences plus intimes.

Cet esprit d'initiative, ce volontarisme et cette impression de participer à un projet conçu collectivement, de l'origine jusqu'à son aboutissement concret, entraînaient cette jovialité communicative. Et c'est sûrement cela la grande force de l'anarchie.

Par comparaison, le village du livre officiel de Merlieux semblait triste et endormi, et selon les échos des visiteurs du off, cette impression était partagée de tous.

On peut essayer de comprendre la différence entre les deux projets :

Là où certains avaient pris possession de l'œuvre qu'ils édifiaient collectivement, les autres n'étaient que de simples pions. Là où le volontarisme était un moteur, les seconds

étaient au chagrin à compter les heures. Enfin, là où l'esprit d'initiative et le partage étaient primordiaux dans la mise en forme du off, la bureaucratie et la hiérarchie étaient les seuls piliers du village officiel.

Merlieux, après le Vaaag, a prouvé une fois de plus que les anarchistes, loin d'être de simples utopistes, étaient capables, avec moins de bras et moins de moyens, d'atteindre des objectifs de qualité nettement supérieure.

Et quelle meilleure preuve que les faits ?

Si nous sommes toujours enfermés dans un système que nous ne pouvons accepter, quel bonheur, lors de ces occasions, de voir nos chaînes se rallonger momentanément, nous permettant, ainsi, de laper un peu de ce en quoi nous croyons. Voici, finalement, une bonne raison de lutter pour partager ces moments avec un maximum de personnes.

Tout ça m'amène à me poser la question qu'un ours comme moi a du mal à élucider :

Nous cherchons une société plus juste où chacun aura une possibilité de s'épanouir, et où il aura pris sa vie en main. Alors, quand je vois le bonheur dans les yeux de ceux qui bâtissent selon nos principes, je me demande pourquoi lors de nos manifestations, nous trouvons le moyen de tirer des gueules d'enferment.

Ce n'est certainement pas l'air sérieux de certaines personnes qui vont rendre leurs projets plus réalisables ou leurs analyses plus justes.

Enfin, je m'en vais retourner hiberner, en espérant qu'à ma prochaine sortie, enfin, vive l'anarchie.

Kuma San

Atomes crochus

Dimanche 12 octobre, rassemblement devant la centrale nucléaire du Blayais (à Braud-et-Saint-Louis, 45 km au nord de Bordeaux, Gironde, très près des départements 16 et 17). Midi : pique-nique (apportez votre repas), 14 heures : prises de parole, 14h30 : visite guidée de la digue, 15h15 : animation musicale

Pourquoi ce rassemblement ?

– La centrale nucléaire du Blayais a fonctionné sans les autorisations nécessaires du 1^{er} avril au 26 septembre

– Les autorisations (arrêté publié au Journal officiel le 26 septembre) sont incomplètes : il manque en particulier les études d'impact concernant le plancton et les crevettes blanches

– Trois ministres (industrie, santé, environnement) se sont donc compromis pour sauver EDF qui était assignée en justice le 29 septembre : ils n'auraient jamais dû signer cet arrêté incomplet (que Tchernoblye va attaquer au Conseil d'État).

– La digue censée protéger la centrale des inondations est en train de se disloquer.

– Le trafic ferroviaire de déchets nucléaires (uranium-plutonium) met en danger les populations.

À l'appel de Tchernoblye et du réseau Sortir du nucléaire

Des Aurès à la Pampa

suite de la page 3

leur a pas demandé leur avis. Bien contents de s'en être sortis vivants, vont pas se mettre à l'ouvrage, non mais !

D'Alger à Buenos Aires

L'exportation de « milichiens » est loin d'être une exclusivité d'outre-Atlantique. Le pays des droits de l'homme ne s'en est pas privé. Question horreurs, la France n'a rien à envier aux States. Entre colonisation brutale et décolonisation sanglante (Madagascar, Indochine, Algérie, etc.), néocolonisation militaireuse (Rwanda, ELF, mercenaires, réseaux Pasqua/Mitterrand, interventions militaires en Côte d'Ivoire), le tableau est bien. Nos dirigeants ont du sang sur les mains.

Revenons-en à notre affaire. Un récent reportage de Canal + a révélé une implication française dans la formation des forces répressives argentines au temps de la dictature, et pour d'autres régimes despotiques sud-américains. D'après le Monde, des anciens de la guerre d'Algérie – dont certains furent membres de l'OAS – « auraient enseigné aux Sud-Américains les techniques de quadrillage d'une ville, les méthodes d'interrogation et de torture, ainsi que la mise en place d'escadrons de la mort chargés de faire disparaître les éléments subversifs ». Des familles de quatre Français victimes de la dictature argentine ont pris un avocat et comptent faire passer devant un juge Giscard et Pierre Messmer (ex-ministre de la Défense puis ex-premier ministre) pour s'expliquer. « Le film fait également état d'une collaboration policière étroite, impliquant cette fois la DST. À en croire le témoignage de l'ancien ministre argentin de l'intérieur, Albano Harguindéguy, son homologue français, Michel Poniatowsky – décédé en 2002 –, aurait encouragé cette coopération et ordonné la surveillance des Sud-Américains exilés en France. » Torturé en Argentine et fliqué en France...

Une internationale de la mort

Ce genre d'« échanges culturels » de la répression est assez répandu dans le monde. Israël est bien connu comme exportateur de techniques militaro-policières. Je ne sais pas si émergera un jour une résistance populaire internationale aux bras armés du capitalisme et de tous les impérialismes qu'il engendre, mais l'internationale de la répression est déjà prête. □

Sources :

À propos du « justicier de New-York » : un reportage sur Arte, il y a quelques mois.

« Potus », *Président Of The United States* : trouvaille de Michael Moore.

Le sbire-en-chef de W. Giuliani : *The Wall Street Journal*, cité dans *Tribunes libres internationales* n° 198 du 30 septembre 2003 (Réseau Voltaire).

L'OAS en Argentine : « Les escadrons de la mort : l'école française », enquête de Marie-Dominique Robin, diffusé sur Canal + le 1er septembre 2003, cité par le Monde.

Quand l'autruche éternue...

Triste trop pitre

« La canicule, c'est une crise de société. Nous nous sommes rendons compte que nous ne vivions pas dans un pays au climat tempéré. » Jean-François Mattéi, monsieur 15 000 morts. L'Institut de géographie nationale est formel : entre le 10 et le 15 août, la France a profité de ce que Mattéi avait le dos tourné pour se mettre à dériver, et passer l'équateur en douce.

Con tenté

« J'ai toujours eu ce que j'ai voulu. À partir de là on peut se contenter de penser que je suis un petit con égoïste. » Guillaume Depardieu. On s'en contentera.

Demain la crampe

« J'ai la main tendue depuis un certain nombre de mois. J'ai ce qu'il faut de triceps, et je maintiens la main tendue. » Alain Juppé, de Bordeaux.

Un conseil de papy Ladrissse : d'abord tu replies doucement le pouce, tu le ramènes vers la paume, lentement (attention à pas te blesser). Ensuite tu fais pareil avec le petit doigt, l'index, l'annulaire et, pourquoi pas, le majeur (je sais c'est pas facile, tu as pris l'habitude de le laisser dressé). Enfin tu relâches tes triceps, et tu te fous dans le crâne que t'es tricarad au point que même ta mère n'ose plus te serrer la louche de peur de finir ses jours en taule.

Baisse des rentrées fiscales

« Je suis très dure à contrôler. » Bernadette Chirac, élue locale.

Les inspecteurs du Fisc confirment.

L'autruche, espèce menacée

« Il faudrait que certains arrêtent de baver dans la presse. » Dominique Ambiel, conseiller en comm' de Raffy. C'est ça, et moi alors ? Je la fais avec quoi ma rubrique ?

Toujours debout, pas fatiguées

« Aujourd'hui, les vieilles archéo-féministes peuvent aller se coucher ! » Edwige Antier, pédiatre, journaliste...

...écrivain, élue Ump au conseil de Paris, ce qui ne l'a pas empêché d'élever ses seize enfants et de se sentir, en tant que femme, totalement épanouie mais alors : to-ta-le-ment. À ce propos, dame Edwige : une « vieille archéo » de vingt-deux ans me prie de vous demander de préciser votre pensée, laquelle se nourrit, comme on sait, d'expériences personnelles : se coucher d'accord, mais sous qui ?

Frédo Ladrissse

(sources : France 3, Libération, le Monde, le Nouvel Observateur)

**c'est toute
... la jungle qui s'enrhume**

Sécu

c'est la faute aux patrons

Michel Sahuc

Le trou de la Sécu est présenté comme un gouffre insondable. Nos gouvernants l'attribuent à notre peu d'entrain au travail et à notre propension à gaspiller les soins. Il n'en est rien, comme on va le voir.

8 MILLIARDS D'EUROS de déficit, est-ce un chiffre si important ? Cela ne représente en réalité que 0,5 % de la richesse nationale produite en 2002. Pour un smicard gagnant 12 000 euros par an, cela fait l'équivalent d'une perte financière annuelle de 60 euros. Inutile de préciser que les découverts des travailleurs sont malheureusement souvent bien plus importants. Si le déficit a augmenté en 2002 et 2003, ce n'est pas comme on nous le dit à cause d'une envolée des dépenses de soins. En effet, les dépenses augmentent de 6 % en moyenne d'une année sur l'autre, et nous avons eu en 2001 5,8 % d'augmentation, 7,2 % en 2002 et 6,4 % en 2003. Et ce rythme continuera vraisemblablement à l'avenir.

En revanche, les recettes de la Sécurité sociale – essentiellement les cotisations assises sur les salaires – ont plongé avec la masse salariale, alors que cette dernière avait progressé de 6,4 % et 6,5 % en 2000 et 2001, assurant même un bénéfice. Elle ne progresse plus que de 3,2 % en 2002, et cette progression ne sera que de 2,7 % en 2003. Or 1 % de la masse salariale rapporte 1,5 milliard d'euros à la Sécu. Donc, cette baisse est due d'abord à la faiblesse des augmentations de salaires et surtout à la montée du chômage et aux plans sociaux.

L'impact du chômage sur les comptes de la Sécurité sociale est important. On le dit peu, mais le recul de l'emploi et la progression ralentie de la masse salariale (plus de 2,7 % attendu dans le secteur privé en 2003, contre plus de 4,1 % initialement prévus) sont déterminants dans l'aggravation du déficit du régime général de la Sécurité sociale. L'évolution défavorable de l'emploi fait diminuer les cotisations et reculer les recettes d'environ trois milliards d'euros. Les rentrées d'argent sont donc freinées. A contrario, en 2000

et 2001, les comptes de la Sécurité sociale étaient dopés par d'importantes recettes. C'est bien le patronat qui est d'abord responsable à ce titre du déficit.

Le patronat aux cotisants absents

Le montant des exonérations de cotisations patronales a été multiplié par 6 entre 1993 et 2002, passant d'environ 3 milliards d'euros à près de 19,5 milliards pour le régime général de la Sécurité sociale. Les cotisations payées par les employeurs de salariés (hors entreprises individuelles) ne représentent plus que 43 % du total des ressources de la Sécu. Cette part était de 46 % en 1995 et de 54 % en 1989. Il suffirait d'augmenter de 8 % ce qui reste comme cotisations patronales du secteur privé (99 milliards d'euros) pour combler le trou de la Sécu, qu'on nous présente comme gigantesque ! De plus, il faut tout de même signaler qu'en 2002, les cotisations patronales dues aux Urssaf et donc à la Sécurité sociale s'élevaient à 8,6 milliards d'euros. Si les patrons payaient leur dette, il n'y aurait aucun déficit.

Les salariés et les consommateurs payent pour les patrons. Pour compenser le manque à gagner dû à l'exonération des cotisations patronales, il a été créé en 2000 le Forec (Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de Sécurité sociale). Mais cet organisme ne compense pas totalement le manque à gagner. 2,2 milliards d'euros de cadeaux aux riches ne sont pas compensés, en particulier l'aide pour les emplois à domicile (les domestiques). Et, surtout, on affecte au Forec des ressources qui normalement revenaient initialement à la Sécu. Ainsi les taxes sur les tabacs et alcools destinées normalement à la Sécu ont été transférées au Forec. Ce mouvement s'accélère. La

taxe auto a été transférée en 2002 de la Cnam (Caisse nationale d'assurance-maladie) au Forec (environ 900 millions d'euros de perte pour la branche maladie). La caisse vieillesse (Cnav) a perdu la moitié du prélèvement social sur les revenus du patrimoine (soit 300 millions d'euros). Au total, la Cnam a vu ses recettes sous forme d'impôts et taxes (ITAF) passer de 4 583 millions d'euros en 2000 à 2 073 millions d'euros en 2002 (soit 2 510 millions d'euros de pertes, c'est-à-dire le tiers du déficit).

Comme on le voit, une bonne partie du trou est complètement fabriquée et résulte d'un transfert comptable au détriment des caisses d'assurance. En tout cas, les fumeurs, les buveurs, les conducteurs qui paient la taxe générale sur les activités polluantes, la taxe sur la prime d'assurance, etc., doivent savoir qu'ils financent non pas la Sécu mais les exonérations des patrons. Et, pas gêné, le gouvernement a augmenté toutes ces taxes sur la consommation – payées également par le smicard et le milliardaire – de 22 % en 2002 et encore de 7 % en 2003.

La montée en puissance des soins de ville (consultations médicales, médicaments, etc.) est le principal moteur de la hausse des dépenses. Elles ont augmenté en 2002 à un rythme soutenu, progressant de 7,9 %. La part des honoraires des médecins, infirmiers, kinésithérapeutes, laboratoires, etc., grimpe ainsi fortement, passant de plus de 4,8 % en 2001 à plus de 7,2 % en 2002. La revalorisation des honoraires des médecins généralistes compte autant dans cette évolution que le renforcement de l'activité des spécialistes. Du côté de la consommation des médicaments, une légère inflexion est perçue fin 2002, conséquence des différentes mesures prises pour limiter les remboursements et favoriser l'usage des génériques, mais la progression se maintient. Les indemnités journalières (arrêts de maladie) augmentent également dans des proportions non négligeables en 2002 (plus de 10,8 %).

Côté dépenses, des mesures choquantes ont été prises. Ainsi, le gouvernement, qui

faisait rembourser l'IVG par l'État depuis sa création, a décidé d'en faire porter le coût à la Sécurité sociale. En vue de dérembourser à son tour l'IVG? Par contre, alors qu'on parle des dépenses de soins, on oublie de préciser que l'État, qui fait construire à ses frais casernes et commissariats, fait construire aux frais de la Sécu les hôpitaux publics, bien plus utiles. De plus, il fait aussi figurer 181 millions d'euros dans les comptes de la Sécu pour le fonds de modernisation des cliniques privées. L'argent de la santé n'a pourtant pas à payer les profits des patrons de ces cliniques. Pas plus qu'il n'a à payer les profits fantasmagoriques des laboratoires pharmaceutiques.

Pour nous, la Sécurité sociale ne sera réellement réalisée que le jour où les travailleurs géreront les instruments de la production et des services publics, après avoir établi un « modus vivendi » suivant lequel chacun travaillera selon ses forces et ses capacités et consommera selon ses besoins. En attendant, les anarchistes sont nécessairement pour la défense d'un outil qui en régime capitaliste permet aux travailleurs un certain bien-être social. Nous l'avons vu: il n'y a pas de problème de déficit de la Sécurité sociale, si ce n'est celui de faire payer au patronat ce qu'il doit, à un titre ou un autre!

L'une des tâches des anarchistes, libertaires et anarcho-syndicalistes, est de faire le maximum pour que les revendications donnent naissance, grâce à un réseau à l'intérieur des syndicats, à de véritables perspectives révolutionnaires. Il nous faut réhabiliter et défendre le principe de solidarité mutuelle contre celui d'assurance individuelle, d'égalité économique et sociale contre la méritocratie, contre le culte de la concurrence, de l'entreprise et les courses aux privilèges défendus par un gouvernement à la solde du patronat et du Medef. En réalité, il se trouve suffisamment de milliards dans le Capital de notre pays pour proclamer bien haut que « le trou de la Sécu » n'est qu'un prétexte pour encore une fois abuser les travailleurs et les travailleuses! M. S.

L'école que nous voulons !

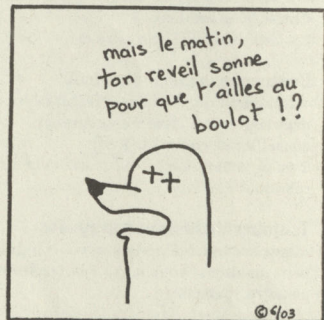
Mardi 14 octobre à Saintes, salle Dauglas, Maison des Syndicats, rue Louis-Sercan, Débat public à partir de 18 heures, sur le thème

Dans la suite du mouvement de mai juin qui a touché l'Éducation nationale et cherche aujourd'hui d'autres formes d'expression, nous proposons un débat qui s'inscrit dans une perspective d'organisation de « contre débats » en réponse au « débat national sur l'éducation » lancé par le gouvernement. Trois courtes interventions, qui débiteront vers 18 h 30, permettront d'ouvrir la discussion: Récupération libérale et innovation (R. Jousmet, École émancipée 17); Quelques pistes pour une alternative pédagogique (T. Rosell, ICEM 17 pédagogie Freinet); La place des familles dans le système éducatif (M^{me} A. Morin, FCPE 17).

Une table de presse permettra à toutes les organisations et associations présentes d'exposer leurs productions dans le domaine éducatif, les débats s'achèveront autour d'un verre.

Le groupe départemental École émancipée 17

Les aventures
désabusées d'Archie *C'est moi!*
par S. Marchal



FHaine et MNR

l'éternel « bon beurre » électoral

Ô PACA, Ô CHÂTEAUX! Le Pen se voit bien élu président de la région Paca, à défaut de président tout court. En effet, dans une région où le FHaine a connu ses premiers succès en 1983, il a gagné 135 000 voix entre les deux tours. Alors qu'au niveau national il enregistrait 18 % de votes au second, les quatre gros départements du Paca totalisaient 29 % et, à Marseille (23,5 %), le FN était en tête dans treize arrondissements sur seize.

Afin d'améliorer ces résultats, Le Pen compte aujourd'hui : « rallier les déçus de la politique de Raffarin et de la décadence ». Il a ainsi fustigé, dans un communiqué, la décision du gouvernement de supprimer le lundi de Pentecôte : « Si cela ne porte pas préjudice à Rome qui semble d'accord, cela porte atteinte aux nombreux pèlerins de Chartres et blesse en conséquence la mémoire du grand Français que fut Charles Péguy. » De triste mémoire... Le Pen, se sentant pousser des ailes de « légitimiste » se tourne ainsi, vers son électorat privilégié : les cathos intégristes, tout en se démarquant des ses ennemis, les « païens du MNR » et autres gauchistes, communistes, voire pire.

Jetant son dévolu sur la région Paca, il a concocté « un programme de bon sens » qu'il qualifie de « brillant, intelligent et moderne ». Ah ! modestie, quand tu nous tiens ! « Il est axé sur l'essentiel », ce qui signifie en langage lepénien : « la survie de la France contre les voyous et contre l'islamisme, afin que les Français soient, chez eux, les premiers servis ». Pour une fois, il n'a pas utilisé le terme de « préférence nationale », mais ça ne saurait tarder. Enfin, il a annoncé qu'il « a déjà mené le recrutement du personnel administratif, dont il aura besoin, après sa victoire ». Reformerait-il, dans la foulée, le DPS ?

Le « petit rat » rame

Le MNR, éliminé au premier tour en avril 2002, est encore une fois mal barré, dans la course électorale. En effet, il cumule une dette de 2,74 millions d'euros, avec très peu de chances d'obtenir des élus. La campagne sera donc financée par ses propres candidats, à raison de 1 000 euros en moyenne, et les 122 postulants MNR de la région Paca devront acquitter un droit d'entrée sur la liste de 1 200 euros. Ça fait cher, la dégelée ! Mégret se passera donc de « supports de campagnes » et multipliera « les réunions sur le terrain et conférences de presse, afin de ne pas renoncer à la compétition électorale ». Enfin, il s'est engagé « à tout faire pour faire battre la gauche » (ndlr : quelle gauche ?). Cela signifie tout simplement, qu'il appellera, comme

d'hab, ses quelques électeurs du premier tour, à reporter leurs voix sur la liste UMP, au second. Bref, rien de neuf, sur ce front-là.

Que sont leurs amis devenus ?

Jean-Pierre Soisson, élu par deux fois président du conseil régional de Bourgogne, grâce aux voix FHaine a été traité « d'ingrat » par Le Pen. Il ne l'a sans doute pas, en bon politicien, assez remercié. Ceci n'a pas empêché le chef du FN bourguignon d'envisager l'éventualité d'un nouvel accord avec JPS. En effet, un communiqué du parti rappelait que « les listes étaient ouvertes à tous les candidats intéressés par le redressement du pays ». À titre d'anecdote, le Monde rapporte que « Brigitte Bardot a décliné l'offre du FN de figurer, en tant que personnalité dans sa liste, derrière le nom de J.-M. Le Pen ». Pourtant, et pour mémoire, dans son dernier livre, BB saluait « un homme fidèle à ses idées, contre vents et marées ». Aurait-elle peur que des commandos d'antifas « débarquent » sur sa plage publique privée ?

Plus sérieusement (!), Million, l'allié de Le Pen en Rhône-Alpes, sera sans doute plus discret, lors de la nouvelle campagne. En effet, peut-être devenu trop encombrant pour l'UMP à Lyon, Chirac vient de le nommer ambassadeur de France, à Rome, auprès de la FAO (Onu), dans le rayon agriculture et alimentation... Une belle fin, pour un collabo. Il y a eu pire ! Cependant, Le Pen, nostalgique, a regretté : « Million abandonne ceux qui lui ont fait confiance et ont cru qu'il avait vraiment, l'intention de créer une force politique de droite. »

Quant à Jacques Blanc et les autres vendus au front de la haine, nous n'avons aucune nouvelle d'eux à ce jour. Appel : si vous en avez, merci de nous les transmettre au journal !

Nous allons donc devoir, une fois de plus dans les mois qui viennent, éradiquer la présence des fachos dans nos quartiers et sur nos lieux de vie. Afin d'expliquer aux individus que nous rencontrons sur les marchés et ailleurs les mécanismes redondants de la gent fasciste, ainsi que leurs tenants et aboutissants. Nous y serons, naturellement : no pasaran !

Patrick Schindler

Groupe-claavaash@federation-anarchiste

1. Jörg Haider se voit bien réélu en mars 2004, au poste de gouverneur de Carinthie, après la débâcle du FPÖ, en Haute-Autriche et au Tyrol, avec l'appui des conservateurs, à la Diète régionale.

Sources : le Monde, Libération, Charlie Hebdo et les sites bruns Internet FN/MNR.

L'histoire n'en finit pas de se répéter et de se retourner sur elle-même, telle la bobine d'un film, devenue incontrôlable. L'approche des prochaines élections en 2004 fait baver d'envie les « contournables » chefs de partis néo-fascistes, en France, tout comme en Autriche¹. Ces derniers ne renoncent pas à la stratégie légaliste qui conforta plus d'un dictateur au pouvoir.



George W. Bush et le paradoxe du menteur

Claude Guillon

ON CONNAÎT le paradoxe du menteur, qui proclame: « Je mens! » Or, s'il ment en affirmant mentir, c'est donc qu'il dit la vérité... C'est donc bien un menteur! La Maison Blanche s'est fourvoyée, après le 11 septembre, dans une impasse logique de même nature en croyant pouvoir s'affranchir des convenances démocratiques sur la vérité due aux populations. On se souvient que Bush annonçait « une longue campagne sans précédent. [...] Des frappes spectaculaires, diffusées à la télévision, et des opérations secrètes, secrètes jusque dans leur succès. [...] Nous consacrerons [à la lutte] toutes les ressources à notre disposition, [...] tous les outils du renseignement, [...] et toute arme nécessaire de guerre ». ¹ Cela signifiait en clair: « Nous vous informons qu'à partir d'aujourd'hui les nécessités de la lutte antiterroriste justifient que c'est nous qui déciderons en secret du contenu de la vérité. » L'état de guerre permanent justifiait l'état d'exception permanent.

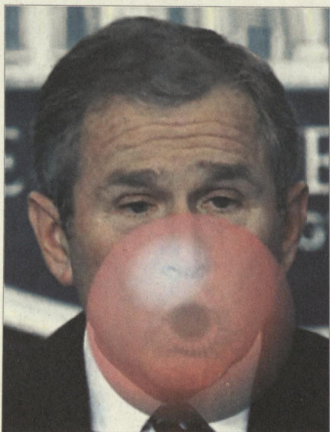
J'avais, dans ces colonnes, estimé que le pari de l'administration Bush était risqué, et déjà en partie perdu, du fait de l'opposition se manifestant aux États-Unis. ² Ces derniers mois, le début d'enlèvement des troupes US en Irak, son coût humain et financier ont provoqué un retour critique sur les justifications de la guerre et fragilisé encore la position de la Maison Blanche et du Pentagone. Ils ont été amenés à reconnaître certains mensonges, se sont trouvés incapables d'en expliquer d'autres, voire même acculés à annuler certains projets. Au-delà de l'anecdote, ces maladroites et ces abandons éclairent les liens entre démocratie capitaliste, vérité et économie.

Dans son discours sur l'état de l'Union, fin janvier 2003, Bush était affirmatif quant aux liens entre Saddam Hussein et le réseau terroriste Al-Qaïda: « Des preuves émanant de nos services du renseignement, des communications secrètes et des déclarations de personnes actuellement en détention révèlent que S. Hussein aide et protège des terroristes, notamment des membres d'Al-Qaïda. » ³ Six mois plus tard, le 30 juillet, lors d'une conférence de presse, il ne parle plus qu'en termes de conviction personnelle: « Je suis sûr que la vérité se fera jour. Et il n'y a pas de doute

dans mon esprit: S. Hussein était un danger pour la sécurité des USA. » Interrogé sur le lien entre le dictateur irakien et Al-Qaïda, Bush trahit l'obscénité du mensonge d'État par une pirouette salace. Il dit comprendre la « frustration » des médias. Puis, s'adressant au journaliste: « Je ne suggère pas que vous êtes frustré. Vous ne m'avez pas l'air frustré du tout! » ⁴ Enfin, il réclame du temps pour analyser « les kilomètres de documents découverts », sans plus faire allusion aux « preuves » qu'il brandissait en janvier. Quant aux démarches de l'Irak pour se procurer de l'uranium au Niger, que les Britanniques auraient découvertes, et que Bush citait, le Pentagone reconnaît en juillet que les documents supposés en attester sont des faux. Cet aveu des militaires précède la conférence de presse de Bush; néanmoins, il ne le mentionne pas.

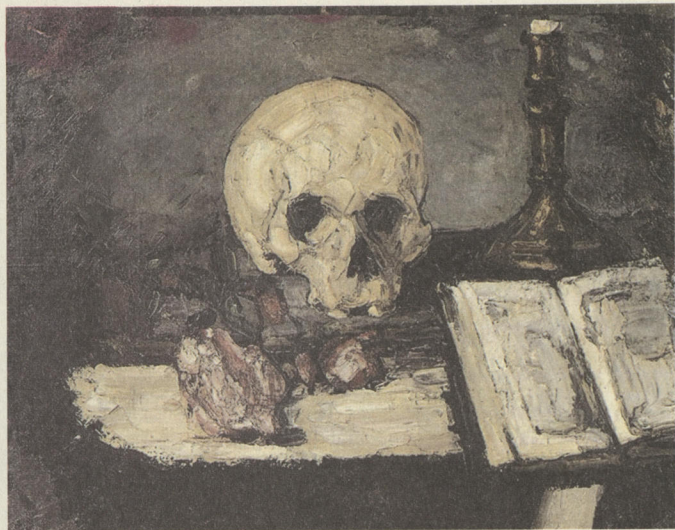
Il est frappant de constater que les médias, y compris en Angleterre et aux États-Unis, commentent de plus en plus sévèrement l'attitude et les contradictions de la Maison Blanche au fur et à mesure que le prétexte du 11 septembre se « démonétise », mais sans jamais les mettre en relations avec les avertissements de Bush en 2001 sur le mensonge comme nécessité de guerre. En fait, tout se passe comme si les journalistes et autres commentateurs n'avaient pas eu connaissance de ces déclarations ou au moins n'en avaient pas saisi la portée. Ils continuent donc d'appliquer une grille d'analyse de « temps de paix » à une propagande de guerre. Cet aveuglement devrait les placer en situation de faiblesse, mais de leur côté la Maison Blanche et le Pentagone agissent, au moins dans un premier temps, comme si tout le monde avait compris et admis les nécessités d'une guerre d'un nouveau genre, permanente et mondiale.

Le premier choc d'importance entre une critique « naïve » et un mensonge d'État sûr de lui a pour objet une officine de propagande du Pentagone. Le 26 février 2002, le secrétaire d'État à la Défense Rumsfeld annonce la fermeture du Bureau de l'influence stratégique, créé après le 11 septembre 2001. L'objectif de cet organisme, dont le *New York Times* a eu connaissance grâce à des fuites, était d'intoxiquer la presse – étrangère notamment – en



répandant de fausses nouvelles.⁵ Devant le tollé soulevé par cette révélation, qui ne concerne pourtant qu'une application logique de la déclaration de guerre de Bush, l'administration recule, à peine cinq mois après les attentats du World Trade Center. Bush lui-même proteste que « son gouvernement ne ment pas aux Américains. [...] Pour la défense de la liberté, ajoute-t-il, la vérité est aussi indispensable que la force des armes ». Il avait cru pouvoir ou devoir dire l'inverse: il se déjuge sans le dire. Sans doute inquiet des échéances électorales prochaines, Bush renonce à se prévaloir de ses propres engagements et à agiter les cadavres du 11 septembre ou le spectre du terrorisme. Le pouvoir revient, assez piteusement, à la pratique conventionnelle du mensonge d'État démocratique, dont il donne d'ailleurs une illustration comique. Si l'officine est fermée, ça n'est pas parce que la politique qu'elle était chargée d'appliquer est erronée ou choquante, mais parce que sa véritable fonction a été éventée. Rumsfeld déclare: « Il y a eu tellement d'articles sur ce bureau, de commentaires en partie erronés, de caricatures [...], qu'il m'a semblé évident [qu'il] était si dénigré qu'il ne pourrait pas fonctionner efficacement. » On va bientôt voir pire.

Dépendante du Pentagone, l'Agence de projets de recherche avancée pour la défense (Darpa) a imaginé un programme intitulé FutureMAP: marchés à terme appliqués à la prédiction. Ce programme sur lequel l'attention de la presse est attirée durant l'été 2003, participe au financement d'un site Internet baptisé Marché d'analyse politique (Policy Analysis Market ou Pam), lequel est supposé fonctionner comme une Bourse. Cofinancé entre autres par le magazine *The Economist*, le Pam devait, à l'origine, se concentrer sur l'avenir économique, civil et militaire de pays du Moyen-Orient⁶ et sur l'impact de l'implication avec eux des États-Unis. S'inspirant des spéculations sur les prix du marché pétrolier, les concepteurs prévoyaient d'offrir à des traders d'investir de l'argent sur le Pam; ceux-ci auraient « parié » sur les risques d'attentats terroristes, de guerres civiles, de coups d'État, etc. Les traders bien inspirés auraient gagné de l'argent (que les autres auraient perdu), le Pentagone aurait « analysé »



Paul Cézanne

les tendances de ce nouveau marché, et « prévu » par ce moyen l'évolution du terrorisme! Accessoirement, de véritables terroristes auraient pu jouer et gagner, d'autant plus facilement qu'ils auraient eux-mêmes commis les attentats sur lesquels ils avaient pariés...

La justification apportée par les responsables de la Darpa est particulièrement significative en ce qu'elle peut être considérée comme un sommet de la croyance économiste, c'est-à-dire de la croyance dans l'économie comme lieu de production de la vérité. Non qu'économie et vérité soient sans rapport dans le système de gouvernement capitaliste. Au contraire, l'économie politique fonctionne comme système de légitimation pseudoscientifique du pouvoir. Le marché est, selon la formule de Michel Foucault, un lieu de « vérification » de la pratique gouvernementale⁷, de production de la vérité. Or, que dit la Darpa pour répondre aux critiques? « Les marchés à terme ont prouvé qu'ils pouvaient prédire des choses comme le résultat des élections; ils sont souvent meilleurs que les experts. » Les marchés peuvent-ils aussi prévoir le niveau de la fraude électorale? L'Agence est muette sur ce point. Probablement ignorant de Foucault, les agents de la Darpa semblent prendre ses métaphores théoriques au pied de la lettre, et du coup les accréditent. Habités à faire grand cas de l'opinion « des marchés », considérés comme des êtres pensants, ils demandent aux traders d'investir sur un vrai/faux marché, et ainsi rien moins que prédire l'avenir. Le pari financier a le même effet, et partant la même valeur, que la transe du chaman.

Le projet ubuesque de cette « Bourse aux attentats » sur le Net a coûté la bagatelle de 435 000 euros, mais l'inévitable Rumsfeld réclamait pas moins de 8 millions d'euros pour son développement. Dénoncé comme immoral et ridicule par l'opposition démocrate et la presse, il a été abandonné une semaine avant sa mise en route. Comme dans le cas du Bureau des fausses nouvelles, ses pro-

moteurs n'ont reculé que devant le scandale (qu'aucun marché à terme n'avait prévu). Le directeur de la Darpa déclarait avec regret que cette issue était devenue inévitable, du fait des « inquiétudes entourant le programme ».

Pour nous qui ne croyons à la vérité du marché ni positivement comme la Darpa (« Il suffit de le laisser faire ») ni négativement comme Attac (« Il suffit de le contrôler »), les mésaventures magico-économiques de l'administration Bush sont un divertissement de choix. Plus sérieusement, elles attestent que la dérive autoritaire des démocraties bute non seulement sur les mouvements sociaux qui s'y opposent ou la retardent, mais d'abord sur les propres contradictions et limites du capitalisme moderne. Ses gestionnaires ne peuvent rompre – aussi vite et facilement qu'ils le souhaiteraient – avec les modes de régulation démocratiques de l'exploitation et de la domination. Le menteur ne peut tomber le masque et proclamer qu'il ment. Il doit continuer de mentir sur chacun de ses mensonges. Et plus nombreux, chaque fois, sont ceux qui découvrent cette vérité. **Cl. G.**

1. *Le Monde*, 30 septembre 2001. Je souligne.

2. Cf. « Permanente et tournante, la nouvelle guerre mondiale! », *Le Monde libertaire*, 13 au 19 février 2003; « Guerre et mondialisation », *Le Monde libertaire*, 20 au 26 février 2003.

3. Document de la Maison Blanche en français; site Internet de la Maison Blanche.

4. CDP, 30 juillet 2003, document de la Maison Blanche; ma traduction. Fin septembre 2003, Bush réitère ses affirmations sur les liens S. Hussein-Al Qaida, « tout en soulignant » écrit *Le Monde* (20 sept. 2003) l'absence d'élément matériel impliquant le dictateur dans les attentats du 11 septembre. Cette concession n'en est pas une: Bush n'a jamais prétendu détenir une telle preuve.

5. Dépêche AFP, 26 février 2002.

6. L'Égypte, la Jordanie, l'Iraq, l'Iraq, Israël, l'Arabie saoudite, la Syrie et la Turquie.

7. « La vérité du marché », cours au Collège de France, 17 janvier 1979. Archives Imec; consultable sur le site Internet de France-Culture.

Citoyennisme ou luttes des classes

QUITTE A CHOQUER les militants libertaires avec une telle référence, on ne peut qu'être d'accord avec Arlette Laguiller lorsqu'elle souligne qu'il faut appeler le capitalisme par son nom et arrêter de faire abstraction des classes sociales: « La classe ouvrière, elle en crève qu'on appelle pas un chat un chat. »¹ Et que l'on appelle pas, en particulier, « capitaliste » une mondialisation que certains qualifient pour la combattre de « libérale ». De même, le remplacement du terme « antimondialisation » par celui d'« altermondialisation » ne peut qu'accentuer la confusion. En réalité, l'utilisation de cette notion érigée en pseudo-concept par les leaders et théoriciens d'Attac répond à un double objectif. D'une part, achever d'évacuer de l'association les « gauchistes » qui auraient encore quelques velléités de transformation radicale de la société et ce, pour mieux intégrer dans ses rangs la « petite-bourgeoisie intellectuelle » réformiste avec qui ils ont des intérêts bien compris. Le PS ne s'y est d'ailleurs pas trompé: « Les altermondialistes sont, comme nous, pour réformer l'OMC, non pour l'abolir »², « La volonté d'isoler les extrémistes trouve un écho au sein même du mouvement alter mondialistes. »³ D'autre part, il s'agit pour Attac de poursuivre son positionnement dans le champ politique en vue des prochaines élections. Peu à peu, leur visée électoraliste s'affirme. L'opportunisme de la social-démocratie ne date pas d'aujourd'hui.

L'avantage de cette nouvelle appellation, ô combien contrôlée, réside dans ce que le système d'exploitation n'est aucunement remis en question. D'ailleurs, tout le monde y trouve son compte. Jacques Nikonoff, en disant que le « débat entre révolution et réforme est stérile » confirme que le capitalisme demeure un horizon indépassable. Ils n'ont rien d'autre à proposer qu'un monde autrement capitaliste et non un monde autre que capitaliste.⁴ Dans la même veine, José Bové récuse le « fantasme » du « siècle passé » où l'on pensait que les « choses changeraient en faisant la révolution ». Or selon le marchand « alternatif » de fromage bio, « les gens ont compris que ça ne fonctionne pas et que ça

n'améliore pas la situation. »⁵ Pourtant, si la révolution de 36 en Espagne et la mise en place des collectivisations ont été balayées par les franquistes et par la social-démocratie aidée des « communistes », c'est justement parce qu'elles étaient la preuve qu'une société meilleure pour le plus grand nombre est viable. Faute de s'attaquer à l'exploitation, les « révoltes » dont nous parle José Bové n'amélioreront, tout au plus, comme Mai 1968 et ses séquelles l'ont prouvé, que la situation des classes moyennes cultivées. Rappelons encore une fois à ceux qui ont oublié ce qu'est la lutte des classes, que les clerks de la « gauche de gauche » participent et profitent amplement de l'exploitation capitaliste quand bien même tenteraient-ils de s'en « dédouaner » en élargissant leur plate-forme initiale au-delà de la taxation des transactions financières.

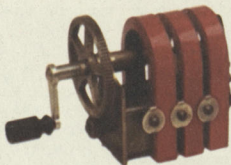
Leur souci n'est effectivement pas l'émancipation des travailleurs. Ayant toujours bénéficié de privilèges, y compris pour certains, dès leur naissance, ces « capitalistes du savoir » estiment normal et donc juste d'avoir une rémunération correspondante à un travail qu'ils considèrent comme « supérieur », celui qui consiste à penser pour les masses laborieuses. Mais trêve de mystification, il ne s'agit pas pour eux de penser comment en finir avec la société de classe et ce qui en résulte: inégalité pauvre, oppression, etc. Nenni!

Ils sont légions parmi les caciques d'Attac (enseignants-chercheurs de haut rang, hauts fonctionnaires, journalistes et professeurs dans le supérieur) à cumuler les revenus et les avantages en nature. Leur réelle préoccupation: préserver et accroître leurs intérêts. Pour cela, ils sont prêts à rassembler tout le mouvement social pour peu que celui-ci accepte de se rallier à un « projet alternatif », une « société alternative », des « politiques alternatives » et non à

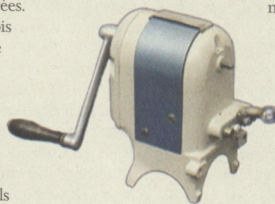
une alternative non capitaliste. Il en va de même pour ceux qui parlent de « démocratie générale » et qui redéfinissent « la citoyenneté dans le cadre d'un capitalisme participatif ».⁶ Une vision de la société où les « citoyens » retourneraient aux urnes pour voter et aider ainsi à la prise de pouvoir par ceux qui sous couvert de « changer la société par le bas »⁷ utiliseraient, une fois de plus, les mouvements sociaux comme tremplin. Un plan qui convient parfaitement aux réformateurs.

Le Forum social européen sera donc l'apothéose de ce rassemblement consensuel et « citoyen ». Sous les auspices conjugués du gouverneme Raffarin, des mairies « socialiste » de Paris et « communiste » de Saint-Denis, du conseil régional et des institutions européennes, les « experts » de la pensée « réformiste », ceux qui, pour conserver leur monopole – le savoir et le pouvoir – et donc la domination de leur classe, sont directement intéressés par l'existence de l'exploitation capitaliste. Ils tenteront, encore une fois, de nous persuader que l'on rame tous dans la même galère. Attrape-nigauds! Les intérêts de ces notables et nantis d'un nouveau genre ne sont ni ceux des travailleurs ni ceux des laissés-pour-compte. Par conséquent, si nous refusons une société d'exploiteurs et d'exploités, l'insurrection demeure indispensable. Cette intelligentsia œuvre, plus que jamais, pour elle-même. En conséquence, et puisque notre émancipation passe aussi par l'expropriation de cette classe, elle demeure notre ennemie.

Valérie Minerve Marin



Alternateurs portatifs. Époque: indéterminée; puissance: limitée; usage: douteux.



1. Le Monde, 21-22 septembre 2003.
2. Henri Weber, « La gauche de la gauche n'a pas de projet », Le Monde, 22 août 2003.
3. « Les dirigeants du PS cherchent à durcir le ton à l'égard des mouvements d'extrême gauche », *ibid.*
4. Jean Pierre Garnier, Louis Janover, Un autre monde capitaliste est possible. Paris-Méditerranée, collection Les pieds dans le plat, à paraître.
5. Le Monde, 9 septembre 2003.
6. Takis Fotopoulos, Vers une démocratie générale. Une démocratie directe, économique, écologique et sociale, Seuil, 2002.
7. *Ibid.*



un mystère libertaire?
Simenon

André Sulfide

L'année 2003 marque le centenaire de la naissance de Georges Simenon (1903-1989). Le cortège de louanges a traversé l'année, honorant la mémoire d'un écrivain qui frappe d'abord par l'immensité de son œuvre : cinq cents romans, pour un tirage global de plus de cinq cents millions d'exemplaires, traduits en cinquante-cinq langues – sans compter les nombreuses adaptations cinématographiques et télévisées. Un fleuve d'écriture et d'édition qui a peu d'équivalents dans l'histoire de la littérature, et qui consacrera l'essentiel du « mystère Simenon ».



© Marc Simenon / Marc Simenon

POUR LES ANARCHISTES, le « mystère Simenon » revêt une autre dimension, faite de connivences avec une certaine philosophie libertaire. Voire davantage encore. Ainsi, cette étonnante confession de l'écrivain : « Je me considère comme anarchiste non violent, car l'anarchie n'est pas nécessairement violente, celui qui s'en réclame étant un homme qui refuse tout ce qu'on veut lui faire entrer de force dans la tête ; il est également contre ceux qui veulent se servir de lui au lieu de lui laisser sa liberté de penser. »

Simenon anarchiste ? Allons donc ! L'on pourrait croire à une de ces supercheries auxquelles se livrent certains auteurs à succès, histoire de sulfurer une œuvre qui manquerait singulièrement de mordant. À y regarder de plus près, les choses sont loin d'être si simples.

Premières agitations

Georges Simenon grandit à Liège dans le milieu des « petites gens », expression qu'il affectionne pour qualifier son milieu d'origine où la vie semble réglée d'avance, entre foi catholique, respect de l'ordre et fatalisme. Un père comptable pour une compagnie d'assurance, et une mère sans profession exerçant une certaine domination sur son mari, voilà les bornes qui encadrent l'univers du jeune Simenon. Après six années d'école primaire à l'institut Saint-André des Frères des écoles chrétiennes (situé rue de la Loi, véridique !), l'enfant brigue une carrière sacerdotale en entrant au collège de jésuites Saint-Louis. Quatre ans plus tard, première rébellion : l'adolescent, qui à quinze ans connaît déjà les plaisirs de la chair, ne supporte plus l'éducation moralisatrice des prêtres. Il perd la foi, et se sent en décalage par rapport à d'autres élèves plus fortunés. La mort brutale de son père achève de le décider à quitter l'école pour empoigner la vie.

Une sourde révolte l'anime. Depuis quelques années déjà, le jeune Simenon accepte de moins en moins la sclérose de son milieu familial. Ses parents traversent une existence sans cahots, son père est complètement dépourvu d'ambition et sa mère évolue



Avec Gabin.

tient davantage du dandysme un brin rebelle que d'un activisme acharné.

Le vertige du clochard

Indépendamment de la révolte contre son milieu, les premières tentations libertaires de Georges Simenon reposent sans doute sur le souvenir d'un oncle, clochard, ivrogne et anarchiste, la honte de la famille, mais resté à jamais sympathique dans le cœur de l'écrivain. En complète opposition avec l'ordre social représenté par son père, l'oncle incarne un anticonformisme qui fascinera toujours Simenon, attiré comme il le dira lui-même par « le vertige du clochard » qu'il analysera ainsi : « Le clochard est l'homme qui vit sans concession aucune et qui peut vivre sa vérité à lui ». « Celui qui vit sous les ponts, le clochard, c'est peut-être celui qui arrive le plus près possible de la dignité humaine. Il n'a besoin de personne. [...] C'est celui que j'envie le plus [...] Il est évident que le vrai clochard, c'est un homme plus complet que nous. » On retrouvera sa figure dans des livres comme *Maigret et le clochard*, ou encore *Pedigree*, l'un des rares ouvrages autobiographiques du romancier.

Association de malfaiteurs

Plus tard, le parcours de Simenon croise celui d'une personnalité anarchiste bien connue : Eugène Merle, ardent activiste, pacifiste, syndicaliste, rédacteur au service du *Libertaire*, devenu par la suite administrateur de la *Guerre sociale*, et secrétaire du *Bonnet rouge*. C'est aussi un redoutable patron de presse, qui propose au jeune journaliste de collaborer à son hebdomadaire, le *Merle blanc*, « le journal qui siffle et persifle tous les samedis », dont le tirage avoisine, au début des années 1920, les 812 000 exemplaires. Georges Simenon se lance à corps perdu dans cette aventure (qui donnera naissance à une autre publication, le *Merle rose*, visant un lectorat plus spécialement lesbien), devenant à peu de choses près le seul et unique rédacteur du journal. Eugène Merle, génie en son genre de la presse à scandale et au vitriol, immergé en permanence dans les milieux politique, judiciaire et bourgeois, est

aussi l'hôte des notables à l'occasion de déjeuners dominicaux organisés dans sa propriété, à Avrainville, auxquels Simenon assiste. Ainsi, c'est moins l'homme de presse que l'homme d'influence qui nourrira, chez le futur romancier, une méfiance voire un mépris des margoulin politiques dont il observera avec une acuité particulière certaines basses manœuvres et autres sombres tractations. À l'occasion d'une interview accordée au *Magazine littéraire* en 1975, Simenon dira : « À Avrainville, je me retrouvais à table toujours avec deux ou trois ministres. Et comme, devant Eugène Merle, ils parlaient librement, j'ai appris à distinguer le côté pile du monde du côté face. Tout ce qu'on nous racontait était faux. Je voyais des directeurs de journaux, des ministres, parfois même des premiers ministres, comme Édouard Herriot, qui échangeaient des clins d'œil en parlant de toutes leurs combinaisons. Ce qu'ils pouvaient rire des communiqués, des déclarations qu'ils allaient donner dans la presse du lendemain. À Avrainville, j'ai fait mon apprentissage de la politique. Il m'en a dégoûté une fois pour toutes » (on retrouvera cette défiance de Simenon dans des romans comme *Maigret chez le ministre*, par exemple). Et plus loin : « L'actualité, c'est toujours la même chose : les mêmes vainqueurs, les mêmes vaincus. J'espère qu'un jour, les vaincus seront pour de bon les vainqueurs, mais j'espère qu'avant ça nous ne passions pas une époque encore plus réactionnaire qu'aujourd'hui. »

Des faits qui contredisent Certes. Mais cette profession de foi est-elle vérifiée par le parcours de l'écrivain ? Déjà, la carrière de Simenon commence mal. Entré par la petite porte à la *Gazette de Liège* dès 1919 (il a donc seize ans), l'apprenti reporter se conforme immédiatement à l'esprit conservateur, traditionaliste et antisémite du journal. Au point de signer, deux ans plus tard, une série d'articles violemment antisémites intitulée « Le Péril juif », et directement inspirée des tristement célèbres *Protocoles des Sages de Sion* (une prétendue conjuration juive visant à dominer et ruiner le monde, en réalité un faux document fabriqué à Paris, pendant l'Affaire

de frustrations réprimées en commérages complaisants. Il se lie rapidement avec un petit groupe d'anarchistes, baptisé La Caque, en fait une dizaine de jeunes gens, artistes, philosophes, musiciens, hommes de lettres, poètes, marginaux, qui font et refont le monde jusqu'aux heures avancées de la nuit. Rien de bien dangereux en somme, dans ce club qui



J'ai deux amours... Entre Tigy, sa légitime, et Joséphine Baker.

Dreyfus, par des agents de l'Okhrana, la police tsariste). Une belle casserole que Georges Simenon trimballera toute sa vie, sans jamais vraiment s'en expliquer. Ni lever le voile sur le personnage du juif, stéréotype raciste parmi d'autres qui jalonnent son œuvre à intervalles réguliers. Simenon, antisémite de conviction ou opportuniste flirtant complaisamment avec cet antisémitisme vague et diffus qu'entretient, à l'époque, des Maurras et autres Drumont? On ne le saura jamais.

Ce n'est pas tout. Si Eugène Merle fait partie des hommes qui ont influencé le romancier, il en est d'autres moins honorables. Comme ce Binet-Valmer dont Simenon devient, dès 1922, le garçon de courses. Binet-Valmer, de son vrai nom Jean Binet, est écrivain et journaliste, mais surtout le président de la Ligue des chefs de section et des anciens combattants, intervenant fréquemment comme orateur aux réunions de l'Action française. Son nouveau garçon de courses fera preuve d'un zèle égal à celui déployé au service de Merle, qu'il réinvestira ensuite pour le compte du Marquis de Tracy, en qualité de secrétaire particulier (et sur les recommandations de Binet-Valmer). Le Marquis de Tracy, héritier d'une belle fortune, appartient à l'aristocratie française sans en

épouser toujours les codes. Cette sorte d'anti-conformisme séduit Simenon qui ne s'offusque pas le moins du monde des liens unissant le marquis aux milieux d'extrême droite. L'écrivain dira plus tard avoir été marqué par ce bain dans une classe sociale dont il ne connaissait rien, et dont la caste aristocratique, la vie de château, exercèrent sur lui une certaine – et durable – fascination. Pour l'heure, Simenon met toute son ardeur à défendre la cause réactionnaire à travers une participation active à la campagne orchestrée par Paris centre (un quotidien régional diffusé à 60 000 exemplaires, où Tracy a ses parts) pour faire échec aux communistes, radicaux et socialistes lors des élections législatives de 1924.

La déconcertante élasticité idéologique de Simenon, n'a d'égale que son cynisme vis-à-vis de la chose littéraire. Car il s'agit de réussir, coûte que coûte. Et le journaliste a l'obsession de la réussite. Pierre Assouline, dans sa biographie consacrée à Georges Simenon, lui prête cette maxime: « Gagner le plus d'argent possible en écrivant des livres faciles, puis s'installer et faire de la littérature. »

Pour cela, l'écrivain se prêtera aux bouffonneries les plus douteuses, comme par exemple en organisant le 20 juillet 1931 un



« bal anthropométrique » destiné à lancer la première série des Maigret. Cette soirée, annoncée comme « la plus carcérale de Paris », ambiance Quai des Orfèvres et grand Guignol, attire une jet-set nombreuse et ravie de pouvoir ainsi s'encanailler à bon compte, en singeant les manières du Milieu. Les invitations elles-mêmes figurent des citations à comparaître et des fiches anthropométriques inspirées de celles de Jules Bonnot! Double opération réussie (bal et lancement éditorial) car largement relayée par la presse. Seul le *Canard enchaîné* taillera, pour Simenon, un costard à sa juste mesure.

Du reste, la réussite est vite consacrée, aussi vite que l'incroyable aptitude de Georges Simenon à négocier – plutôt à imposer – auprès de ses éditeurs des conditions draconiennes où rien n'est laissé au hasard, pas même les droits annexes ni les droits dérivés (traductions étrangères et adaptations cinématographiques). Il faut dire aussi, quand on peut produire un minimum de six livres par an... Gaston Gallimard, le premier, en fera les frais. Quoique, à la réflexion, on ne saurait reprocher à un besogneux du stylo de se mesurer, d'égal à égal, à un entrepreneur du livre... Sans vergogne, Simenon saura faire fructifier son abondante production littéraire, y compris durant la guerre où il apparaît comme l'écrivain le plus adapté au cinéma (après avoir cédé l'exclusivité de l'exploitation de Maigret à la Continental, une société dirigée par les Allemands). Sans verser dans la diatribe politique, mais plutôt dans la collaboration – si j'ose dire! – littéraire exclusivement, il vend sa signature à divers journaux collaborationnistes comme *Je suis partout*, *la Gerbe*, *Gringoire*, etc. Business is business.

Simenon et son double

Mais alors? Que faut-il distinguer entre les assertions anarchistes que Simenon assène régulièrement dans ses interviews (surtout vers la fin de sa vie), et les ambiguïtés idéologiques de son parcours de journaliste et d'écrivain. Une chose est certaine: Simenon n'a jamais explicitement défendu de causes (sauf, peut-être, la lutte anticolonialiste à travers une autre série d'articles publiée en 1932 – donc à l'apogée des empires coloniaux – dans *Voilà*, un hebdomadaire illustré. Et encore, il n'appelle ni à la décolonisation ni à la libération des peuples, mais dépeint plutôt l'inadaptation de l'homme blanc au continent africain, territoire sauvage, absurde, implacable en qui écrase, par la force des choses, les ambitions. Un point de vue bien singulier qui n'a pas fait date, à l'instar du reste de l'œuvre journalistique de Simenon).

Une autre chose est certaine: on ne peut étudier l'œuvre de Simenon sans s'attarder sur un personnage central, incontournable: Maigret. De l'aveu même du romancier, « C'est l'un des rares, sinon le seul personnage que j'ai créé qui ait des points communs avec moi. Tous les autres, ou à peu près, sont

complètement indépendants de moi. » Comme Simenon, Maigret est fils de petites gens, enfant d'un père régisseur de château dont il hérite de l'humilité, du respect d'un certain ordre social qui, à ses yeux, a quelque chose d'immuable. Sa première enquête le confronte violemment à une bourgeoisie qui tient aussi les rênes de la justice (la *Première enquête de Maigret*, où une famille est impliquée dans un crime, mais étouffe l'affaire). Maigret, devenu ensuite commissaire, en retirera une aversion profonde pour les milieux de pouvoir, et marquera ses distances vis-à-vis de la justice. C'est un flic instinctif, intuitif, qui aime les hommes sans sentimentalisme. Il ne croit pas à la culpabilité. Simenon déclarera ainsi: « Je ne crois pas qu'il y ait des coupables. L'homme est tellement mal armé pour la vie que le supposer coupable, c'est presque en faire un surhomme [...] Aujourd'hui, on fait campagne pour libérer les animaux de leurs cages, mais nous enfermons des hommes dans des cages à barreaux pas plus grandes que celles des lions. Qu'on puisse faire cela à des êtres humains, ça me rend malade. Tenter d'enrayer ce qu'on appelle le crime – je crois qu'il a toujours existé et qu'il existera toujours –, d'accord; mais en changeant la société et non pas en brimant la jeunesse qui suit sans le savoir la voie que la société lui impose. »

De fait, Maigret dans ses enquêtes est le témoin des crises que traversent les individus qui, par un accident de la destinée, rompent avec leur milieu. Et, faute de pouvoir peser sur les mécanismes sociaux qui engendrent le crime, il agit en « raccommodeur de destinées ». Il n'enquête pas par déduction, encore moins par rapports de force, mais en s'immergeant dans la réalité du « coupable » (souvent, en fait, la première victime), et finalement en le révélant à lui-même, en lui faisant prendre conscience de son humanité (ce qui l'amène, parfois, à ne pas divulguer sa culpabilité et à classer l'affaire, comme par exemple dans « Au rendez-vous des Terre-Neuvas »). « Comprendre et ne pas juger », on voit à quel point l'ex-libris de Georges Simenon appartient aussi à la conscience de son personnage principal.

Si Maigret est attaché aux hommes en ce qu'ils ont de plus profondément semblables les uns aux autres, il reste fonctionnaire d'une administration vaine et partielle, pourvoyeuse de prisonniers et broyeuse d'individus.

De même, si Simenon apparaît parfois comme un homme traversé de fulgurances libertaires, il demeure prisonnier de ses propres contradictions, partagé entre un certain respect de l'ordre et sa révolte contre un système social criminel. Ses actes d'écriture, innombrables plongées dans la « pâte humaine », ne nourriront qu'une sorte de « d'anarchisme cérébral » indépassable et, finalement, assez stérile.

Et c'est peut-être en cela que Georges Simenon ressemble, finalement, à tant d'autres hommes.

A. S.



Tombeau pour 15 000 morts, vite

AOÛT 2003 : la CANICULE. Les « gouvernants » n'ont rien vu, rien entendu, rien vu venir : innocents ils sont, vêtus de probité candide et du printanier pull bleu noué sur blanche chemisette (observons bien les images télé : ce n'est pas le blanc des murs, blouses, draps d'hôpitaux où s'alignent les brancards brinquebalés chargés de vieillards blêmes, ni le blanc des linceuls alignés en des morgues de fortune – non, mais le blanc pour blanchiment de fortune et morgue politiciennes).

Les maîtres, les chefs ne peuvent pas tout savoir. Ce n'est quand même pas pour rien que gouvernants et hiérarques entretiennent grassement des corps de serveurs attirés décorés – on les nomme généralement « hauts fonctionnaires » et aussi « serveurs de l'État » – chargés du ménage quotidien dans les rouages de la société : directeurs, inspecteurs, hauts-commissaires, préfets, experts missionnaires, etc. Ils ont bien transmis – « voie hiérarchique », et là documents ad hoc l'attestent – d'adéquates informations sur le sinistre en cours, mais par routine, œil focalisé plus sur les hauteurs du thermomètre que sur la chute des corps vieux, et soucieux avant tout de ne pas faire de vagues ni troubler la gouvernementale vacance des grands chefs.

Nappe létale

Le chef en chef ne pouvait pas savoir, il était, croit-on, dans les Amériques lointaines ; peut-être même gîtait-il dans quelque humble cabane que n'atteignaient ni gazettes ni images. Le sous-chef en chef, dit chef de gouvernement, était je ne sais où, sans doute dans une de ces Frances « d'en bas » qu'il affectionne et où il effectue avec condescendance une descente de pouvoir qui lui permet de prendre de la hauteur et resserrer ses poignes. Le médecin-chef, sous-chef lui en tant que ministre de la Santé, concerné donc au premier chef, prenait légitimement soin de la sienne, de santé, en se mettant au vert, foulant d'un pied léger une campagne fraîche.

L'information, malgré les alertes lancées par urgentistes, pompiers et pompes funèbres, ne parvint pas, paraît-il, à monter la « rude » pente ; elle stagnait, nappe létale, dans les couloirs d'hôpitaux, salles de séjour des maisons de retraite, bureaux administratifs employés à décompter – mais, par distraction peut-être, traînait aussi sur les écrans télé. Les comptabilités filaient le train à la mort, qui allait père de l'avant. On commença par 10,

vite multiplié pour donner 100, puis bondir des 100 aux 1 000. Quand le tonitruant silence de la mort flirta avec les trois zéros, les hommes de gouvernement, Santé en tête, entrèrent en scène, calettes à la main. Entre 1 000 et 1 500, le ministre se dit soucieux. Approchant les 3 000, il s'inquiéta, sortit un numéro vert. Cette couleur primesautière et magique n'empêcha pas d'atteindre les 5 000. On ouvrit lits d'hôpitaux et casiers de morgues. La mort, en chaleur et plein éréthisme, continuait de faucher les « frères » tiges de la vieillesse.

La faute à qui ?

Franchi le seuil fatidique des 10 000, on parla de catastrophe, et l'on se préoccupa alors, dans les hautes sphères, de répondre à ce qui devenait une espèce, si l'on ose dire, de Berezina, et l'on mit en place et en œuvre les contre-feux. Les arguments se mirent à pleuvoir, sur la rengaine infantile de « la-faute-à-qui ? » : aux 35 heures socialistes, qui vidèrent les hôpitaux ; aux services et serveurs, décidément au-dessous de tout ; aux chiffres eux-mêmes, décrétés non « scientifiques » ; aux adversaires, qui cherchaient la « polémique » ; à la météo, aux familles, aux voisins, à la nature elle-même, qui, tous, avaient failli... Ministres mobilisés et notables appelés en renfort négotiaient sur les chiffres. Puis, vues l'hécatombe et l'horreur qui crevaient les yeux, ils bloquèrent le fléau sur un chiffre « scientifique » : disons 11 435 morts – chiffre arrêté au 15 août, dans l'espoir que les vieillards se montreraient plus coopératifs et cesseraient de trépasser, avec la toute chaude bénédiction de la Vierge. Mais non.

15 000 morts, vite – le temps suivait son cours, donc. La compassion présidentesque s'exprima, « naturellement », sobremment, appuyée par un chaleureux appel du chef du gouvernement à la solidarité de tous les Français paternellement tancés : le verre d'eau dû à une voisine octogénaire assoiffée en son lieu vibrant de mémoire devait faire style, genre priorité ou cause nationale.

15 000 morts vite permirent tout de même de voir se profiler, en pointillé, au régime sec de la vérité, l'horizon d'une télévision démocratique, capable de résister aux assujettissements et acquinements des journalistes comme au rigolo-fascisme des têtes d'hilares qui monopolisent les écrans. Si la crue rapide de la mort a montré les gouvernants, après un silence caniculaire, se relayant pour des apparitions-apologies politico-

médiatiques, leurs arguments à la six-quatre-deux, leurs dérobades, calculs tricheurs et jeu de défausses, et jusqu'au bakchich lâché aux soignants, tout cela finissait par faire fatras et pataqués – et on voyait leurs propos, gestes et mimiques chuter comme feuilles mortes face aux images qui défilaient et s'obstinaient implacables sous nos yeux fixant effarés tout au long de ces lourdes journées d'août un petit écran gorgé de corps en agonie, de brancards en attente, de linceuls en vadrouille.

Exception française

15 000 morts à ce jour – mais la mort n'a pas dit son dernier chiffre – accusent – or qui l'entendra, parvenue de la mort, la voix de ces vieilles personnes silencieuses ? – l'impéritie et l'indépendance d'un pouvoir qui ne cesse de se payer de mots et gadgets, et de se payer sur-tout, sans vergogne, sur les crédits nécessaires aux plus faibles, tout-petits, malades, handicapés, personnes âgées, chômeurs, exilés clandestins, etc.

15 000 morts teignent l'expression douteuse d'« exception française » d'une neuve et sinistre coloration : nul autre pays européen, et parmi ceux-là mêmes que frappa de plein fouet la canicule, ne peut se flatter d'avoir laissé s'accomplir une telle hécatombe. Une société se juge à la manière dont elle assure confort et grâce du vivre aux enfants, confort du vivre et sérénité du mourir aux vieilles gens. Chaque jour apporte son lot d'enfants maltraités – avec une quasi totale impunité pour les coupables, planqués derrière le mythe de la famille. Les 15 000 morts d'août 2003, comme figés en un bloc d'horreur homogène et anonyme (les « vieux »), disqualifient les principes dont se targuent sociétés et institutions : famille, prévoyance, solidarité, sécurité, convivialité, responsabilité, « vivre ensemble », honneur et respect aux « seniors », etc.

Ces 15 000 morts ne sont peut-être que l'avant-garde, anéantie, de l'armée immense des gens âgés croissant en nombre et en durée, et face à laquelle la société, soumise en tous domaines – économique, politique, culturel, relationnel – aux emprises et voracités du pouvoir, se trouve prise de panique, réagissant par une violence hypocrite ou brutale, compassionnelle ou crapuleuse – que seule peut-être pourrait désamorcer une vieillesse impavidement politique, révolutionnaire...

Roger Dadoun

La prostitution coloniale

Algérie, Tunisie, Maroc (1830-1962)



Forum

Samedi 8 novembre
Avec Christelle Taraud,
à 16 heures à la librairie
du Monde libertaire,
145, rue Amelot, Paris 11^e.

Christelle Taraud, *La Prostitution coloniale*
Algérie, Tunisie, Maroc (1830-1962), Paris,
Payot, 2003, 495 p.,
25 euros, disponible à Publico

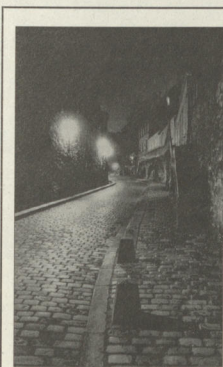


Photo : Claude Villaret

La nouvelle livraison des *Temps maudits* est disponible, joliment illustrée de photos de Christiane Passevant et Claude Villaret. Le dossier principal traite des luttes de 2003.

LE HAREM est une représentation du fantasme masculin au-delà des cultures, lié à la domination sexuelle des hommes sur les femmes et inscrit, dès le plus jeune âge, dans le formatage des esprits. Pourquoi donc ce fantasme n'a pas cours dans l'imaginaire féminin? Le livre de Christelle Taraud permet d'approfondir une réponse à cette question de fond.

La séduction de l'« orientalisme » sur les Occidentaux perdure, surtout concernant les relations hommes-femmes. La vogue actuelle de la peinture orientaliste – reléguée dans les oubliettes durant les années 60 et 70 – serait-elle encore un signe d'une inversion des tendances égalitaires concernant les genres?

« L'orientalisme impose [...] une image de féminité oisive, passive et offerte qui n'est pas anecdotique. Elle traduit l'idée qu'en Orient il serait encore possible de retrouver le paradis perdu, c'est-à-dire un rapport entre les hommes et les femmes qui soit "naturel" et "simple", conforme à la traditionnelle domination masculine. » Et ajoute l'auteure: « Entre l'imaginaire érotique des Orientalistes et la réalité prostitutionnelle des journaux de reportage s'intercale une gamme infinie de représentations (cartes postales de "Mauresques", films coloniaux) qui propose presque toujours une lecture essentialiste du rapport homme-femme, en conformité avec la domination masculine. »

Christelle Taraud éclaire tout un pan caché de l'influence des fantasmes d'antan sur l'imaginaire relationnel et sexuel contemporain, et cela avec une qualité rare, celle de ne pas s'enfermer dans une perspective occidentale. En France, les historiennes sont rares à traiter la question de la prostitution, et cet ouvrage – unique pour son analyse et les réflexions qui en découlent – s'attaque au cœur du sujet en montrant le lien entre la domination coloniale et la domination sexuelle.

Les « filles soumises » pratiquant le « plus ancien métier du monde », voilà deux expressions qui dédouanent les violences d'une sexualité masculine, autoproclamée irrépréhensible. Outre les maisons d'abattage où des prostituées sous-alimentées subissaient jusqu'à soixante-dix rapports sexuels journaliers, la vente des femmes pour les quartiers réservés et les maisons closes, il y a aussi les bordels militaires de campagne français. Et cela perdure jusqu'à l'indépendance algérienne. Pour preuve, « l'affaire de Turenne » en 1961. Une adolescente de 15 ans, prostituée, eut la matrice perforée; ce qui révéla l'emploi de mineures dans ces bordels d'abattage gérés par l'armée. Un scandale vite étouffé et une

pratique justifiée par les mariages coutumiers de très jeunes filles dans la région. Coutumes soudain bien commodes et démonstration que le racisme s'allie à la domination coloniale pour expliquer la banalisation de l'horreur d'une situation fort lucrative.

Le réglementarisme colonial de la prostitution a non seulement institutionnalisé la domination sexuelle, influencé les relations femmes-hommes et défini les rapports des genres à la séduction, mais il illustre aussi l'hypocrisie des autorités quant au profit qu'elles tiraient du contrôle de la prostitution – et de la misère sociale – sous couvert de « péril » vénérien et sous prétexte de sauvegarder la morale. Le commerce sexuel et son contrôle, cela rapportait beaucoup et cela rapporte toujours énormément.

L'étude de la prostitution coloniale – avec la convergence entre le système économique et social de la colonisation et l'ancien mode organisationnel – permet de poser la « question de la marginalité économique et sociale des prostituées par le biais de l'explosion urbaine, de la prolétarianisation et du déclassement, propres à l'instauration d'un capitalisme industriel offensif porté par la colonisation, mais aussi de jauger l'impact de cette implantation sur les sociétés d'origine et notamment sur la famille patriarcale traditionnelle ».

Impact par exemple sur la construction d'une image de l'« homme arabe » dans le contexte de la guerre d'indépendance, et – par voie de conséquence – sur la non-reconnaissance du rôle des femmes combattantes dans cette lutte. L'ouvrage de Christelle Taraud livre ainsi un champ de réflexion qui dépasse de loin l'espace-temps annoncé par le titre. Il relie les aberrations du régime colonial à la situation prostitutionnelle d'aujourd'hui. Ne serait-il d'ailleurs pas possible de résumer ainsi les débats actuels sur la prostitution en citant les trois axes choisis par l'auteure: réglementer la prostitution, marginalité et prostitution, fantasmes et réalités.

« En révélant la véritable condition de la majorité des prostituées par rapport à leur société d'origine (musulmane, juive, européenne), mais aussi au sein du système réglementariste colonial, et en mettant l'accent sur la violence, la faim, la misère sexuelle qui fondent l'essentiel de leur quotidien, il s'agit bien sûr de dévoiler l'homogénéité, "indigène" et coloniale, de la domination masculine, mais aussi d'exposer en pleine lumière, la réalité d'un esclavage sexuel "moderne" et "racialisé". »

Christiane Passevant

REVUE

BON, ON VA ENCORE PARLER DE DIJON (et je jure que je ne suis compromis dans aucun accord douteux avec les activistes bourguignons). Maloka vient de sortir l'album – le premier me semble-t-il – de Nutcase, intitulé *Welcome to humanity*. Le groupe chante en english, et ne renierait sans doute pas certains penchants pour le son californien (le genre punk hardcore rapide et mélodique à souhait), même si plusieurs de ses chansons dénoncent vigoureusement la sale politique US qui fait la loi un peu partout dans le monde. Quinze titres efficaces – sans forcément briller par une originalité renversante – servis par des ziquos plutôt aguerris (il me semble même avoir reconnu un ex-Heyoka dans la troupe), qui raviront les fans de No FX et de Leatherface tout autant que les amateurs et amatrices de speed mélodies électrisantes. En concert, ils doivent mettre le feu, ma main à couper.

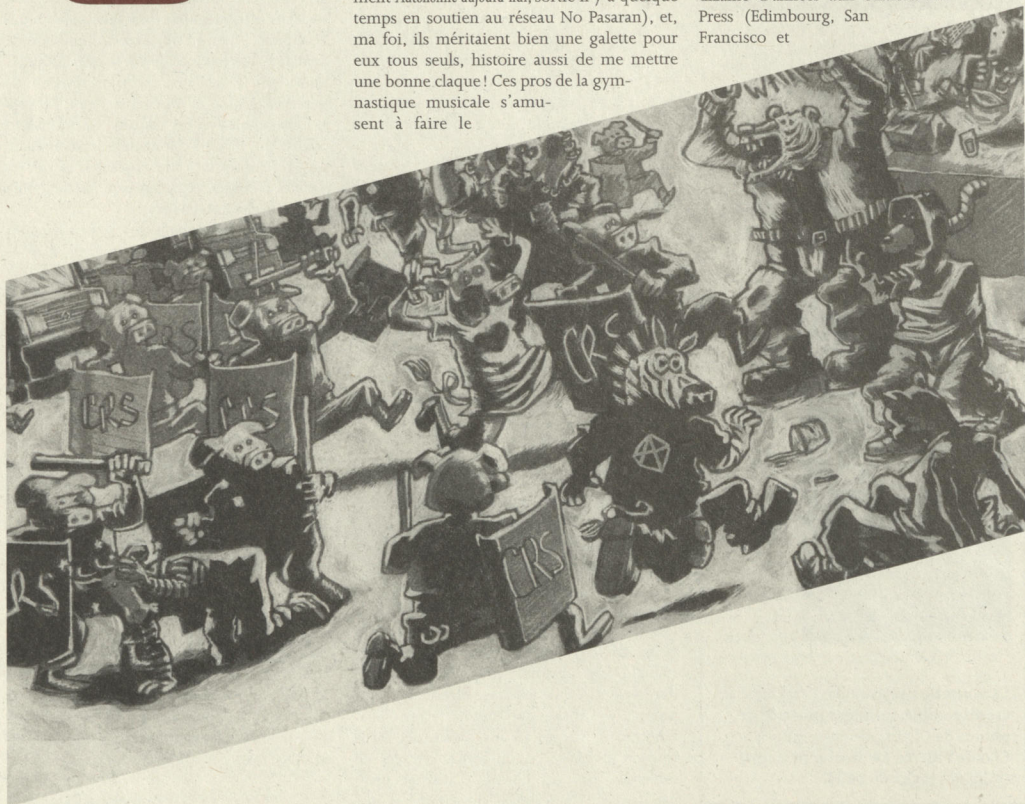
Contact: Nutcase, e-mail: nutcase@free.fr
web: www.nutcase.fr
sinon Maloka, BP 536, 21014 Dijon cedex

DÉTOURS dans l'Eure et petite halte en compagnie des Wak, le temps de fêter leur premier album (*Egouality*). On les avait déjà remarqués dans quelques compils (notamment *Autonomie aujourd'hui*, sortie il y a quelque temps en soutien au réseau No Pasaran), et, ma foi, ils méritaient bien une galette pour eux tous seuls, histoire aussi de me mettre une bonne claque! Ces pros de la gymnastique musicale s'amuse-
sent à faire le

grand écart entre le ska sautillant et le pur harcore puissant, avec de temps en temps quelques figures punks un brin chaloupées, et des pieds de nez au rock folk de bistrot. Le tout rien qu'avec des guitares, une batterie, et une trompette enthousiaste, faut l'faire! Les textes sont tout aussi brillants, qu'ils parlent du groupe, de ses galères, des anecdotes qu'on imagine vécues, ou de sujets plus politiques, sans que jamais l'énergie des paroles se départisse d'une certaine dose d'humour et de poésie. J'aime particulièrement les titres comme « Ne lâche pas prise » (à fond la caisse!), ou « Au cours... », qui justement est un petit bijou de prose. Cerise sur le gâteau, les illustrations du livret sont au moins aussi classieuses que le reste du CD.

Contact: Asso Les Zamis des Kangourous,
38, rue Papavoine, 27100 Le Vaudreuil,
e-mail: manuspyh@hotmail.com
web: www.wak.fr

ALORS, qui oserait dire, après tout ça, que les punks ne sont que des cloportes tout juste bons à roter leur bière? À celles et ceux que le préjugé tente encore, je ne saurais trop recommander la lecture de la *Philosophie du punk*, une véritable somme publiée il y a une bonne dizaine d'années aux éditions AK Press (Edimbourg, San Francisco et





Aperçu du mouvement anarchiste argentin

On se rappelle des soubresauts que vit l'Argentine. Nous vous proposons ici un panorama de différentes organisations anarchistes présentes là-bas. Les informations de ce texte ont été rassemblées par le Syndicat intercorporatif anarcho-syndicaliste (SIA) de Caen.

Londres), et heureusement traduite aujourd'hui en français. Craig O'Hara, l'auteur, avait initialement rédigé l'ouvrage dans le cadre d'un mémoire de sociologie rendu à l'université de Boston, qui fut rapidement repris et jeté dans le circuit éditorial alternatif étant donné le caractère assez inédit et passionnant de la chose (jusqu'à présent, les seuls livres consacrés au mouvement punk sont presque exclusivement basés sur la période fin 70/début 80, et assez volontiers racoleurs). À travers la lecture de la *Philosophie du punk*, force est de reconnaître que pour la première fois sans doute dans l'histoire de ce mouvement, on fait la synthèse de ce qui en constitue l'ossature, notamment dans les différents aspects de l'activisme punk: liens avec les idées anarchistes (autogestion, Do It Yourself, philosophie anti-autoritaire, etc.), préoccupations quant aux problèmes de genres (sexisme, féminisme, homosexualité, etc.), à l'environnement (écologie et droits des animaux, etc.). Sans oublier les aspects plus « matériels » du mouvement, à savoir ses productions (fanzines et autres) et ses circuits de diffusion. Tout cela, et davantage encore, se trouve dans ce livre, dont les quelque 200 pages ne suffisent hélas pas à détailler l'incroyable richesse d'un mouvement qui, décidément, n'est pas prêt de mourir. Du fait de l'auteur, le propos s'attache plus particulièrement à la scène nord-américaine et britannique, sans pour autant négliger l'étranger, mais à vrai dire ce point est bien secondaire, tant les idées et les pratiques décrites se moquent éperdument des frontières. Et, justement, le livre a d'ores et déjà été traduit en lithuanien et en chinois!

La Philosophie du punk, par Craig O'Hara. Editions Rytrut, 20 x 13 cm, 224 pages, nombreuses illustrations. En vente à Publico.

LE MOUVEMENT ANAR dans ce pays est dans une situation difficile. Sa taille est réduite. Il est morcelé. Sa logistique est faible. Ses ressources financières sont rares et nettement insuffisantes. Les quelques locaux « historiques » qu'il possède encore sont souvent délabrés. Il n'a pratiquement aucune insertion sociale et est peu présent hors de la capitale. Il existe un fossé générationnel entre quelques militant-e-s très âgé-e-s, ayant lutté dans un contexte historique révolu, et la majorité du mouvement composé de jeunes gens, pleins de bonne volonté, mais peu expérimentés. Les militant-e-s « entre deux âges » sont rares, la dictature et ses 30 000 morts et disparus est passée par là. L'immensité du pays et la situation économique très dure rendent les déplacements et rencontres directes difficiles. Peu de livres et textes anars paraissent, et ceux qui circulent sont assez souvent vieillots, parfois tirés de vieux stocks datant des années soixante ou soixante-dix, et abordent surtout l'histoire passée du mouvement.

La Fédération ouvrière régionale argentine (Fora):

Il ne reste aujourd'hui pas grand-chose de cette vieille organisation au passé héroïque. Quelques poignées de jeunes, appuyés par les quelques vieux encore vivants, ont cependant repris tant bien que mal le flambeau et rament, au milieu de bien des difficultés, pour maintenir à flot ce qu'il reste de la Fora.

Celle-ci se compose à l'heure actuelle de quatre petites « sociétés de résistance » (des sortes de syndicats intercorporatifs): à Buenos Aires, San Martin (dans la périphérie de la capitale), Cholila (un petit village) et Esquel (une petite ville de 30 000 habitants) en Patagonie, à 1 500 km de la capitale environ. Une partie des jeunes de la Fora qui galère au chômage est apparemment en train d'essayer de mettre en place une sorte de petite coopérative de production de pain dans un quartier

de la périphérie de Buenos Aires où existe un petit centre social libertaire animé par un petit groupe indépendant. Cela permettrait de créer quelques revenus pour les compagnons sans emplois et de s'insérer un peu dans le quartier.

Descendons maintenant vers le sud du pays, en Patagonie. À Esquel, la société de résistance locale s'investit régulièrement dans le soutien aux communautés indigènes mapuches de la région (peu nombreux, les Mapuches vivant essentiellement du côté chilien) confrontées de plus en plus fréquemment à des problèmes d'expulsion. En effet, ces communautés indiennes ont été refoulées violemment par l'armée au XIX^e siècle sur de mauvaises terres. Les survivants de ces opérations très meurtrières se sont installés comme ils ont pu, là où ils ont pu, mais sans posséder évidemment aucun titre de propriété. Or, depuis plusieurs années, de vastes superficies de terres « fiscales » (appartenant à l'État) ont été achetées en Patagonie par de grandes sociétés multinationales pour y faire de la prospection minière ou de l'élevage (c'est le cas de la firme Benetton qui possède d'immenses terrains où elle élève des moutons qui vont lui fournir la laine qu'elle va ensuite envoyer vers ses usines textiles).

Les petites communautés mapuches vivant sur ces terres achetées sont alors souvent visées par des demandes d'expulsion effectuées par les multinationales ou les grands propriétaires terriens. La gendarmerie se déplace alors pour abattre les mesures des familles expulsées. La Fora locale s'associe alors très régulièrement aux protestations des communautés (petites manifestations et occupations symboliques d'édifices publics). À Cholila, à quelques heures de bus d'Esquel, une autre société de résistance existe et participe à une expérience de communauté « libertaire » (composée de jeunes qui produisent de l'artisanat), perdue dans la montagne et les bois, qui connaît des hauts et des bas,

confrontée qu'elle est, entre autres, à une difficile situation économique, ainsi qu'à des problèmes interpersonnels et de fonctionnement interne. Une rencontre anarchiste régionale, apparemment parfois assez chaotique, s'y est tenue en janvier de cette année et a rassemblé des anars d'Esquel, Bariloche, Viedma, Bolson. Elle s'est terminée par un barrage de route nationale mené par une trentaine de compagnons masqués, et qui a duré trois heures environ avec slogans anti-mine peints sur la route et diffusion de tracts. Aucun-e participant-e n'a pu être identifié-e par la police présente sur les lieux, fort heureusement d'ailleurs vu que l'affaire a fait grand bruit (le premier barrage de route depuis fort longtemps en Patagonie, région peu touchée par la forte agitation sociale qu'a connue le reste du pays) et donné lieu à un dépôt de plainte de la part des autorités de la province et de la chambre de commerce et d'industrie d'Esquel.

La Fédération libertaire argentine (FLA)

Elle revendique 50 à 60 membres dans tout le pays et est implantée essentiellement dans le grand Buenos Aires. Elle dispose d'un fond d'archives et d'une bibliothèque relativement importante. Pas mal d'universitaires y passent pour y faire des recherches. Elle publie *El Libertario* mais apparemment de manière très irrégulière. Certains de ses membres sont investis dans les assemblées populaires et y diffusent de temps à autre une petite feuille de chou intitulée *De Pie* (Debout). La FLA édite aussi à l'occasion, suivant ses moyens financiers, quelques petits bouquins sur l'histoire du mouvement argentin ou présentant l'anarchisme

La bibliothèque populaire Jose-Ingenieros

Elle fut fondée en 1935 par des anarchistes et quelques socialistes qui n'y restèrent pas longtemps. Elle a déménagé à plusieurs reprises, fut fermée par Peron de 1949 à sa chute en 1955, connu ensuite des descentes de police, certains de ses participants ou proches « disparurent » durant la dictature. D'innombrables conférences, projections, expos, etc. ont été organisées par ses membres. Elle accueille traditionnellement dans ses locaux les réunions de divers groupes ou associations à caractère libertaire. Ses archives ne sont pas énormes; par contre, on peut y trouver une grande quantité de livres sur tous les thèmes.

L'Organisation socialiste libertaire (OSL) :

Son activité essentielle semble être de publier *En La Calle* (Dans la rue), journal « de l'anarchisme organisé », un mensuel plutôt bien présenté, diffusé apparemment à 1 000 exemplaires, dont une partie à l'étranger. Ses quelques membres semblent avoir des activités au sein de MTD (mouvements de chômeurs) du grand Buenos Aires. Il semble que la parution et diffusion à l'étranger du journal, assez « luxueux », repose en bonne partie sur l'ap-

port financier que lui procure le réseau Solidarité internationale libertaire (Sil).

Les « indépendants » de La Plata

Ils sont ainsi nommés parce qu'ils n'ont en fait pas de nom. Ils sont une poignée de militant-e-s anars, en majorité issu d'une même famille de libertaires. Eux aussi bossent depuis plusieurs années dans quelques quartiers pauvres. Ils ont commencé à installer une bibliothèque populaire dans un de ces quartiers, sur un terrain squatté. Après l'explosion sociale de décembre 2001, ils ont mis en place aussi un comedor, un potager, du soutien scolaire, une bourse aux vêtements, un four à pain et agrandi leurs locaux peu à peu avant de mettre en place une expérience du même type dans un bidonville. Ils ont eu recours aux plans individuels d'aide sociale et ont eu l'autorisation de les gérer directement suite à des actions d'occupation et de blocage de rues. Environ 80 plans sont gérés dans le cadre de cette expérience militante. Les anarchistes et militant-e-s de gauche indépendants, autogestionnaire qui y participent ne forment pas une organisation, plutôt une sorte de réseau qui s'est constitué sur le tas, au gré des rencontres qui se sont effectuées à partir de la pratique. La participation du plus grand nombre, la collectivisation du fonctionnement, la diversification des activités sont des préoccupations assez centrales pour eux. Ils ont en projet un atelier de ferronnerie et un élevage de lapins pour approvisionner en viande leur comedor. Ils rencontrent les mêmes problèmes que tous les autres mouvements de chômeurs (comment faire participer les gens venus poussés par la nécessité, collectiviser les savoirs, s'auto-organiser, parer au risque de réforme de la gestion des plans d'aide, etc.).

Certains d'entre eux participent au collectif *Letra Libre* qui se destine à publier des ouvrages sur l'anarchisme. L'édition simultanée d'un recueil de textes de Chomsky sur l'anarchisme et d'un ouvrage d'un sympathisant libertaire uruguayen sur le mouvement social argentin actuel semble imminent.

La bibliothèque populaire Alberto-Ghinaldo de Rosario

Cette bibliothèque a apparemment été fondée dans les années quarante par des anarchistes à Rosario, une assez grande ville à quelques heures de bus de la capitale. Une vingtaine de personnes, dont pas mal de jeunes, y sont particulièrement impliqués. Les archives sont réduites mais il y a pas mal de bouquins. Des projections vidéos, des débats y sont régulièrement organisés. Des jeunes « assembléistes » s'en sont rapprochés depuis décembre 2001. La bibliothèque accueille les réunions d'un petit cercle d'études sociales non spécifiquement libertaire et celle d'un collectif anar assez récemment créé, le Collectif Pensée et Action. Le lieu paraît assez vivant, pas mal fréquenté par des gens assez dynamiques. Ils auraient bien besoin d'un petit coup de pouce.

Samedi 11 octobre

Restau de soutien aux communautés indigènes au Chiapas, à la Rôtisserie, 4 rue Sainte-Marthe, Paris 11^e. M^o Belleville. Menu mexicain à 8 euros.

Le Mouvement anarchiste de libération ouvrière (Malo) de Bariloche

Il n'a pas été possible de rencontrer ce groupe isolé qui fut récemment découvert par ses potes de la Fora de Patagonie. « Découvert » est bien le mot car le Malo est bel et bien une sorte de « miracle » politique.

Le 1^{er} mai 2002, des anarchistes de Cholila, Esquel, Bolson se sont rendus en bus à Bariloche, à quelques heures de voyage d'Esquel, pour mener une petite action de soutien aux prisonniers politiques. À l'une des entrées de la petite ville, leur bus a été arrêté par des piqueteros (pneus qui crament, gens cagoulés avec des gourdins, etc.). Ils descendent voir ce qui se passe et aperçoivent un drapeau noir flottant au milieu des piqueteros.

Ils s'approchent, se présentent comme étant des anarchistes et tombent sur des jeunes ravis de constater qu'il y a d'autres anars dans la région. Éberlués, les compagnons de la Fora apprennent l'existence du Malo, créé par un groupe d'une trentaine de jeunes issus d'un bidonville qui survit grâce au recyclage des ordures de la grande décharge qui le jouxte. Le Malo semble exister depuis quatre ans, procède tous les 1^{er} mai à des barrages de route à l'entrée de la ville, participe activement à une sorte de mouvement piquetero informel issu du bidonville: la pratique des piqueteros sur les barrages donne lieu à des prélèvements de « taxes » sur le transport de passagers et de marchandises.

Avec l'argent récolté, ils achètent de la nourriture en gros pour le comedor populaire créé pour alimenter les gamin-e-s du bidonville ou en redonnent une partie à la mère de l'un d'entre eux abattu par la police il y a deux ans. À l'occasion de cet assassinat, ils ont détourné des bus avec d'autres habitant-e-s du bidonville et ils sont descendus avec en centre ville où ils ont commencé à détruire les vitrines des commerçants.

Ils ont participé à la première rencontre libertaire de Patagonie en janvier et ont organisé la deuxième en avril dans leur hangar. Nous ignorons ce qu'a donné cette rencontre, mais les dernières nouvelles n'étaient pas bonnes. À force de faire parler d'eux, ils ont fini par faire l'objet d'un harcèlement policier. Une unité anti-émeute a été dépêchée à Bariloche et fait régulièrement des descentes et des perquisitions dans le bidonville. Certains membres du Malo ont été systématiquement ralfés, frappés et menacés au point que certains d'entre eux ont dû fuir pour quelque temps. Le contexte de la deuxième rencontre libertaire semblait donc particulièrement tendu.

Le mouvement anar argentin est donc fragmenté, les communications sont difficiles, ils manquent de fric et d'expérience militante en ce qui concerne les plus jeunes. Il règne parfois une certaine confusion idéologique. Il ne doit pas y avoir plus de 300-350 anars organisés (plus ou moins) à l'échelle du pays.



Comment contacter ces groupes ?

Précisons que tous ces groupes sont dans le besoin. Si vous passez les voir, il est souhaitable que vous leur apportiez de la presse, quelques affiches, des autocollants, des infos sur le mouvement en France, un peu de fric, quelques bouquins ou brochures en espagnol, un peu de matériel de bureau.

Ces groupes peuvent être intéressés par des « jumelages » avec des groupes, syndicats ou organisations nationales françaises. À vous de voir dans vos structures locales et/ou nationales si vous pouvez les soutenir en collectant du pognon ou en réunissant et transportant des ouvrages en espagnol.

Fora

À Buenos Aires, local: Calle Coronel Salvadores, n° 1200. Adresse: CP 1167 Buenos Aires, Tél.: 4303-5963, courriel: fora5congreso@hotmail.com ou fora@data54.com

À San Martin: oficiosvariosanmartin@hotmail.com

À Esquel: srcaesquel@hotmail.com

À Cholila: SR Oficios Varios Cholila. Adresse: Lago Lezana, CP 9 217 Cholila, Chubut.

FLA

Local: Calle Brasil, n° 1551.

Adresse: Brasil 1551, 1154 Buenos Aires, Argentine. Tél.: 4305-0307. fla2@radar.com.ar

Bibliothèque Jose Ingenieros

Local: Calle Ramirez de Velasco, n° 958, Buenos Aires. Tél.: 4857-6404

OSL

libertaria@infovia.com.ar

Les « indépendants » de La Plata:

letralibre@yahoo.com.ar

Bibliothèque Alberto Ghirardo

Local (pour quelques mois encore): Calle Paraguay, n° 2212, Rosario. ghirardo@hotmail.com, pensamientoyaccion@hotmail.com

10, 11 et 12 octobre

La-Vieille-Valette (30)

Festival de rue: cirque théâtre, concerts, performances et prix libre.

Paris 18^e

À l'occasion de la fête des vendanges de Montmartre, la bibliothèque la Rue accueille Rébecca Gruel, Sylvie Rubé et Bob Shigeo, qui viendront exposer leurs peintures, sculptures et mobiles, au 10, rue Robert-Planquette (M^e Blanche ou Abbesses). Vernissage de l'exposition vendredi à partir de 18 heures Samedi et dimanche de 14 heures à 20 heures.

Dimanche 12 octobre

Braud-et-Saint-Louis (33)

Rassemblement devant la centrale nucléaire du Blayais.

Lundi 13 octobre

Paris 13^e

Procès pénal des Frog pubs pour non paiement des heures supplémentaires. Rendez-vous à 9h30 au tribunal de police, 11, rue de Cambrai, M^e Coirentin-Carriou, pour soutenir les syndicalistes CNT.

Vincennes

Journée internationale de solidarité avec les peuples indiens des Amériques, au Centre culturel Georges-Pompidou, 142, rue de Fontenay, à 18h30. Organisé par Nitassinan.

Mardi 14 octobre

Paris 12^e

Concert, avec Remains of the Day, Keitzer, Urban Blight, Alternation, 19-21, rue. Bourdan. 20H00, 3 euros.

Saintes

Débat public, sur le thème « L'école que nous vou-

lons! » À partir de 18 heures, salle Dauglas, maison des syndicats, rue Louis-Sercan :

Vendredi 17 octobre

Lyon 1^{er}

Exposition *Images sexistes: un matraquage quotidien pour l'imposition des genres* à la Plume noire, 19, rue Pierre-Blanc (jusqu'au 25 octobre). Inauguration de l'exposition et débat, à 21 heures au Café libertaire (même adresse).

Vannes

Les groupes libertaires de Vannes et Lorient (FA 56) organisent une conférence débat à 20h30 au Palais des Arts sur « l'engagement militant des femmes ».

Samedi 18 octobre

Laon

Concert de l'Attirail à la Maison des arts et loisirs, à 20h45. Paf: 11 euros. Organisé par le Loup noir.

Lille

Concert avec Urbain Bright (solo punk action), au Centre culturel libertaire, 4, rue de Colmar.

Paris 11^e

Forum à la librairie du Monde libertaire autour du livre *Paris ouvrier* avec Alain Rustenholz à 16 heures, 145, rue Amelot, suivi d'une promenade dans le 11^e

Rouen

Journées des Éditions Libertaires, avec J.-P. Tertrais, S. Weber, J.-P. Levaray. À la librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire, à partir de 14h30.

Dimanche 19 octobre

Dijon

Concert avec Kochise, Skunk, Boom Boom Kid et Ataxia. À l'espace autogéré

des Tanneries, Bd. de Chicago (21h00, 4 euros).

Paris 11^e

Débat public organisé par le Collectif anti-expulsions. Au CICP, 21ter, rue Voltaire, à 15 heures.

Marseille 8^e

Lire en fête. 10h30: présentation du livre sur Han Ryner; à 17 heures: lecture par Claire Auzias de ses poèmes, au stand du Cira, parc Chanot, Hall 7, entrée libre.

Paris 11^e

Forum à la librairie du Monde libertaire autour du livre *Classe fantôme* avec Jean-Pierre Levaray à 16 heures 145, rue Amelot.

Vendredi 24 octobre

Lyon 1^{er}:

Vidéo *Un an de lutte contre le publisexisme* à 21 heures au Café libertaire, 19, rue Pierre-Blanc (exposition visible durant les permanences de la librairie).

Dijon

Partage de savoirs: violence et masculinité: quelles constructions sociales? Quelles remises en cause? À l'Espace Autogéré des Tanneries, Bd. De Chicago à 20h30

Samedi 25 octobre

Chelles (77):

Le groupe Sacco-et-Vanzetti de la FA organise une réunion publique avec Sylvain Boulouque auteur du livre *Les Anarchistes français face aux guerres coloniales* à 20h30 au 1bis, rue Émilie.

Lyon 1^{er}

Débat *Des luttes antimondialisation au mouvement de grève du printemps 2003*, animé par des militants de l'UL FA, à 15 heures à la librairie la Plume noire, 19, rue Pierre-Blanc.

Radio libertaire

Mercredi 8 octobre

Blues en liberté: de 10h30 à 12 heures, Texas Alexander, le géant du blues texan

Femmes libres: de 18h30 à 20h30, à propos de l'assemblée européenne des femmes du 12 novembre prochain avec Anne L. et Nelly M. de la Marche des Femmes.

Jeudi 9 octobre

Si vis pacem: de 18 heures à 19 h30, les Éditions Bérénice, bastion de l'insoumission active. Invité: Francis Wladimir.

Vendredi 10 octobre

Jazz en liberté: 22 h30 Mal Waldron / Steve Lacy duo en public (1981), McCoy Tyner quartet (1972), Borah Bergman / Roscoe Mitchell duo en public (1995), Sophia Domancich quintet (2002), Dave Burrell / David Murray duo en public (1991), Mario Stantchev sextet (2001)

Samedi 11 octobre

Bulles noires: de 17 heures à 19 heures, émission présentée par Robert Detair avec comme invitée centrale Aurélie Tronchet, directrice de collection pour Murder Inc.

Lundi 13 octobre

Ondes de choc: de 16 heures à 18 heures, la revue la Nef de fous, Albert Russo, écrivain.

Les destinées de l'histoire: de 18 heures à 20 heures, pour les quarante ans de la mort de Jean Cocteau (première partie), un entretien avec Edouard Dermit, compagnon et héritier de Cocteau, et avec Claude Arnaud, auteur d'une biographie de Jean Cocteau qui vient de paraître chez Gallimard.

Mercredi 15 octobre

Blues en liberté: de 10h30 à 12 heures, Buka White, du pénitencier à l'art d'être grand-père.

Ras-les-murs: de 20h30 à 22h30 Le Syndicat de la magistrature, pour faire le point sur les délires très, trop nombreux de Sarko.

89,4 MHz
en région parisienne

Putain d'usine !

Paroles ouvrières

LA LIBRAIRIE du Monde libertaire annonce la couleur pour ces journées où on fête le livre.

Samedi 18 octobre

Forum à la librairie du Monde libertaire autour du livre *Paris ouvrier* avec Alain Rustenholz à 16 heures, suivi d'une promenade dans le 11^e jusqu'à 18 heures.

Dimanche 19 octobre

À 14h30, Wally Rossel présentera le forum social libertaire.

À 16 heures, notre compagnon Jean-Pierre Levaray, ouvrier et écrivain prolétarien (*Suzanna, Putain d'usine, Après le catastrophe*) sera notre invité pour son livre à paraître *Classe fantôme, chroniques ouvrières*. Il y aura la projection du documentaire *Paroles de Bibs*, de Jocelyne Lemaire-Darnaud.

Dès midi, il y aura des stands militants, une information permanente sur le Forum social libertaire et le Salon du livre anarchiste, une buvette et de quoi se restaurer. Les enfants pourront écouter des contes avec Catherine Bajot.

Librairie du Monde libertaire
145, rue Amelot, Paris 11^e,
M^o Oberkampf ou République

Collectif libertaire de l'agglomération caennaise

L'IDÉE de fonder le Clac part d'une volonté de rassembler localement le mouvement libertaire. Il est constitué d'individus au parcours varié, déjà militants dans une organisation, un syndicat ou non. La ligne d'horizon du Clac est une transformation globale de la société selon les principes de l'autonomie et de l'anarchisme.

Refusant le clivage des fins et des moyens, le Clac fonctionne sur la base de la démocratie directe: assemblée générale des adhérents souveraine, rotation des tâches, refus de toute hiérarchie... Le Clac se veut un lieu d'analyse et un catalyseur des résistances et des luttes contre l'oppression et la domination qui ne cessent de se développer. Nous sommes particulièrement attachés à l'auto-organisation et à l'indépendance de cette contre-offensive.

Nous souhaitons participer à la construction d'une alternative au projet capitaliste qui non seulement vise à nous transformer en rouages de la grande machine productive mais aussi tend à détruire les conditions mêmes de la survie sur terre;
Pour nous contacter
Cras - Clac, BP 5164, 14075 Caen Cedex
leclac@wanadoo.fr

Chronique de la toile

LA REVUE *Réfractations*, dans son dernier numéro, aborde Internet sous un angle plutôt théorique; elle ne donne pas de références à des sites web particuliers hormis l'incontournable guide des « Anarchistes sur le web » (www.acratie.net) qui permet de voyager dans le monde entier de site en site.

Le but de cette chronique sera de faire des plongées ciblées sur des sites qui pourraient nous intéresser.

Je commencerai par parler d'un site très proche du *Monde libertaire* puisqu'il est entièrement dirigé sur l'étude de son prédécesseur *Le Libertaire* (<http://libertaire.mediance.org>).

Voici un travail exceptionnel. Il est entièrement consacré à la publication d'une étude historique sur cet organe anarchiste. La qualité et la somme du travail qui est publié ici forcent le respect.

En 1895 paraît le premier numéro du *Libertaire*. Il s'arrêtera le 12 juillet 1956, victime autant de la désunion des anarchistes (entre « communistes libertaires » et anarchistes) que de la répression (nombreuses saisies).

À travers l'étude de ce journal, c'est toute l'histoire du mouvement anarchiste des cinquante premières années du XX^e siècle qui est étudiée, car l'auteur englobe les événements de 1915 à 1919 qui précèdent sa publication.

Hormis l'historique du journal, ce site est doté d'une chronologie. On y trouvera aussi des notices bibliographiques sur les hommes (où sont passées les femmes?) qui ont joué un rôle déterminant dans la publication du journal, de Sébastien Faure à Nicolas Faucier en passant par Louis Lecoin. On y trouvera des textes, des manifestes qui ont fait couler beaucoup d'encre et déchaîné des passions; les « statuts de l'Organisation pensée-bataille » en sont un exemple dans lesquels on trouve des phrases comme celles-ci:

« En conséquence, un militant de l'OPB ne pourra appartenir à aucune organisation ou liaison dont les buts sont contraires à ceux de l'OPB sauf en cas de délégation de celle-ci. [...] Dans leur action, l'OPB et ses militants ne doivent en aucun cas laisser supposer l'existence de la liaison, l'OPB est une organisation de caractère secret. »

Je termine en vous parlant d'un moteur de recherche. Ce que l'on reproche souvent à ces outils c'est de vous donner trop d'informations, difficiles à trier. Pas de risque avec celui-ci. Utiliser ce moteur est en fait une invitation au voyage. Là, pas de réponse à votre question, où plutôt la réponse donnée ne correspond pas à votre demande. Avec Gogol (<http://gogol.librelogiciel.com>), vous entrez dans le monde de l'irrationnel, et ça fait du bien. À la prochaine!

L'araignée

Jean Grunier, Plus-value, 1982.

